



Un Territoire de défense

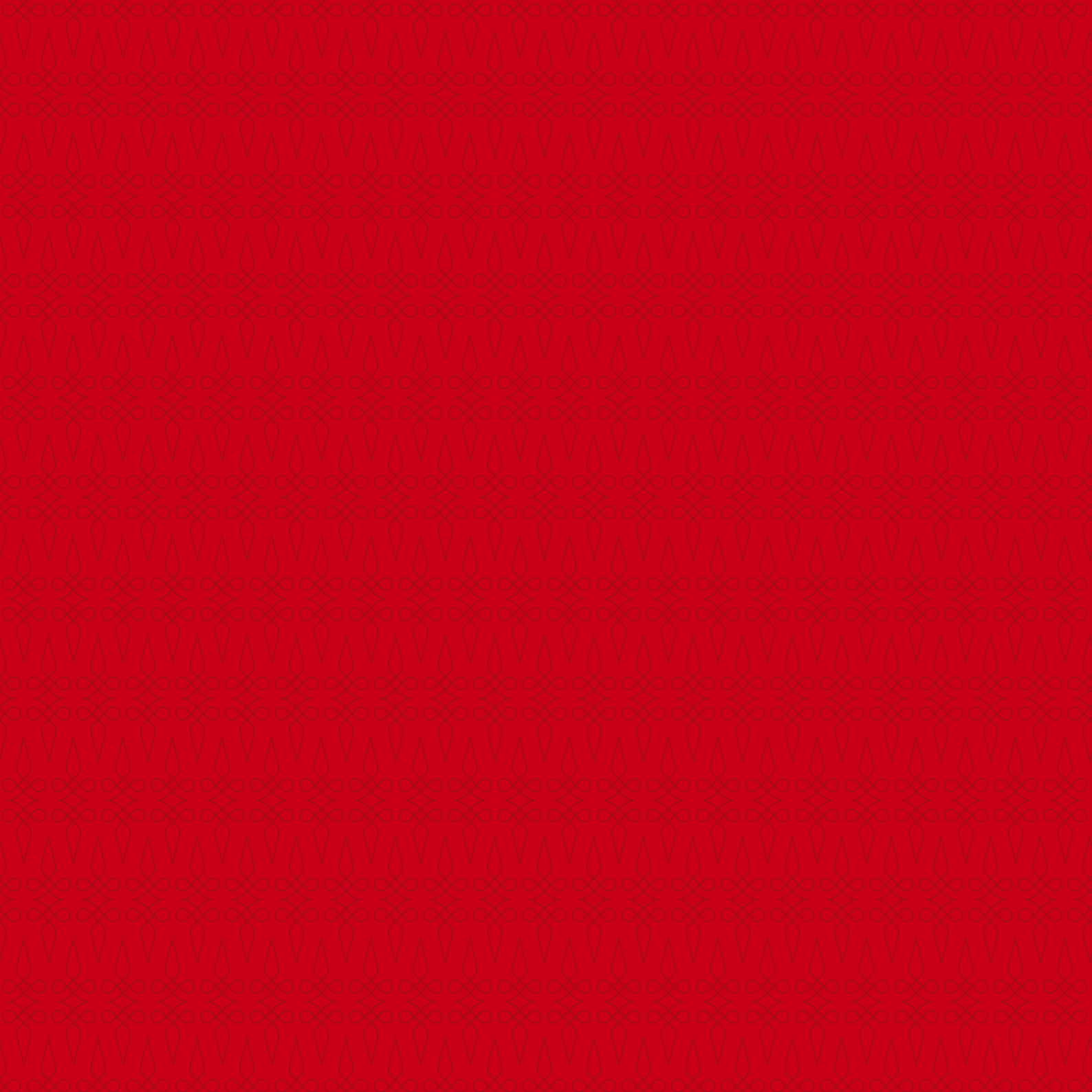
Dix siècles
de présence
militaire
dans le
département

partageons
nos passions
dans le
Territoire



Territoire de Belfort
Conseil général

Archives départementales



Un Territoire de défense

Dix siècles
de présence
militaire
dans le
département



Préface



Le département du Territoire de Belfort a certes été officiellement créé en 1922, mais trouve ses origines à la défense vaillante menée par le Colonel Denfert-Rochereau en 1870. Cela lui donne une identité forte et il est donc naturel d'y trouver les traces d'un passé militaire encore très présent. Depuis les trois sièges que la ville et le Territoire de Belfort ont subis au cours du XIXe siècle, notre département a gagné sa réputation de terre de défense des libertés.

Zone de confins et espace de passage depuis des siècles, le Territoire de Belfort reste associé à l'image militaire d'une terre de l'est où l'on va en garnison. L'armée par ses prescriptions en matière de défense, de constructions, de fortifications a longtemps modelé et influencé l'aménagement de l'espace géographique et l'urbanisme dans le département.

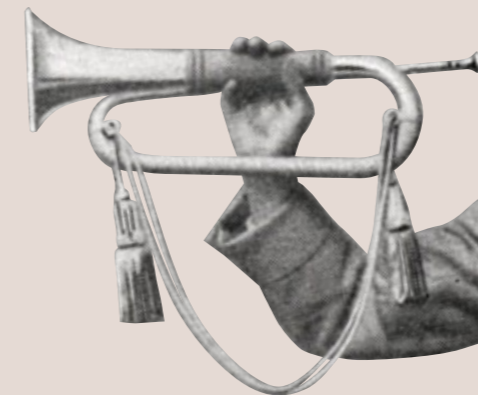
Et même si au cours du XXe siècle, les effectifs militaires ont décliné, comme l'illustre l'installation de bureaux du Conseil général dans une caserne d'artillerie, la présence de centaines d'hommes et de femmes dans les garnisons a eu et continue d'avoir son importance pour la vitalité économique de notre Territoire. Le 35e régiment d'infanterie à Belfort et le 1er régiment d'artillerie de Bourgoigne sont des atouts que nous avons su conserver.

C'est pour cela que je me réjouis de l'exposition qui se tiendra à l'Hôtel du département en mai et juin 2010 et qui rendra hommage à l'impact positif qu'a eu l'armée dans notre département.


Yves Ackermann
Président du Conseil général du territoire de Belfort



Sommaire



P 6	Le Territoire de Belfort, espace de confins
P 10	La marque de Vauban
P 12	La marque de Benoît Haxo
P 14	Le recrutement
P 17	Les officiers dans la ville
P 19	Vie mondaine et courses hippiques
P 20	Officiers et politique
P 21	Le soldat dans sa caserne
P 24	Les grandes manœuvres
P 26	La santé des troupes
P 27	Le soldat dans la ville
P 30	La prostitution
P 31	L'émotion partagée
P 32	Verrouiller le Territoire
P 39	L'apport économique
P 43	Une présence dans les esprits
P 45	Le 14 juillet à Belfort
P 48	L'antimilitarisme
P 49	Un retrait progressif du Territoire
P 52	L'armée aujourd'hui
P 53	Des officiers remarquables

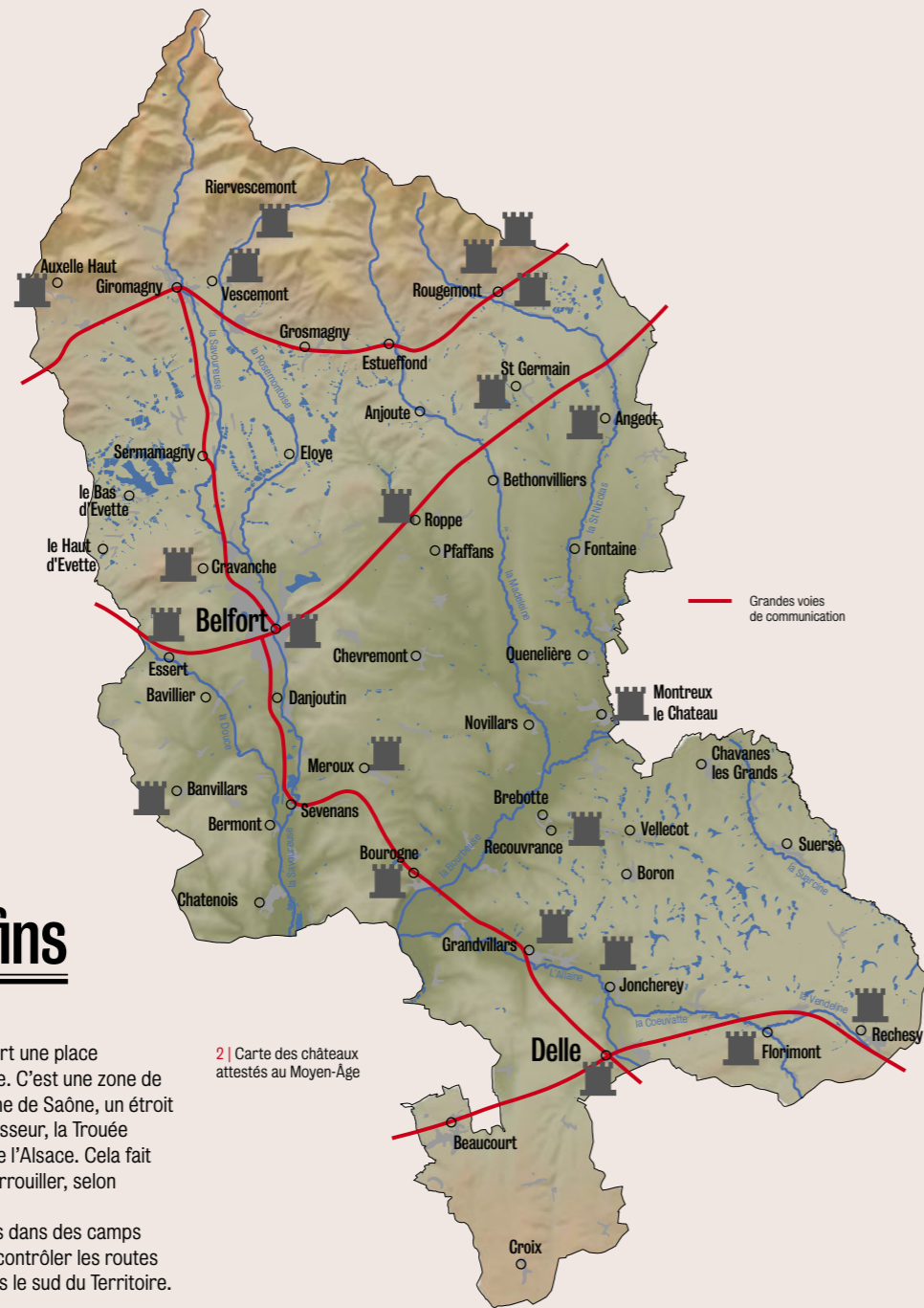


P 65	Bibliographie
P 66	Remerciements

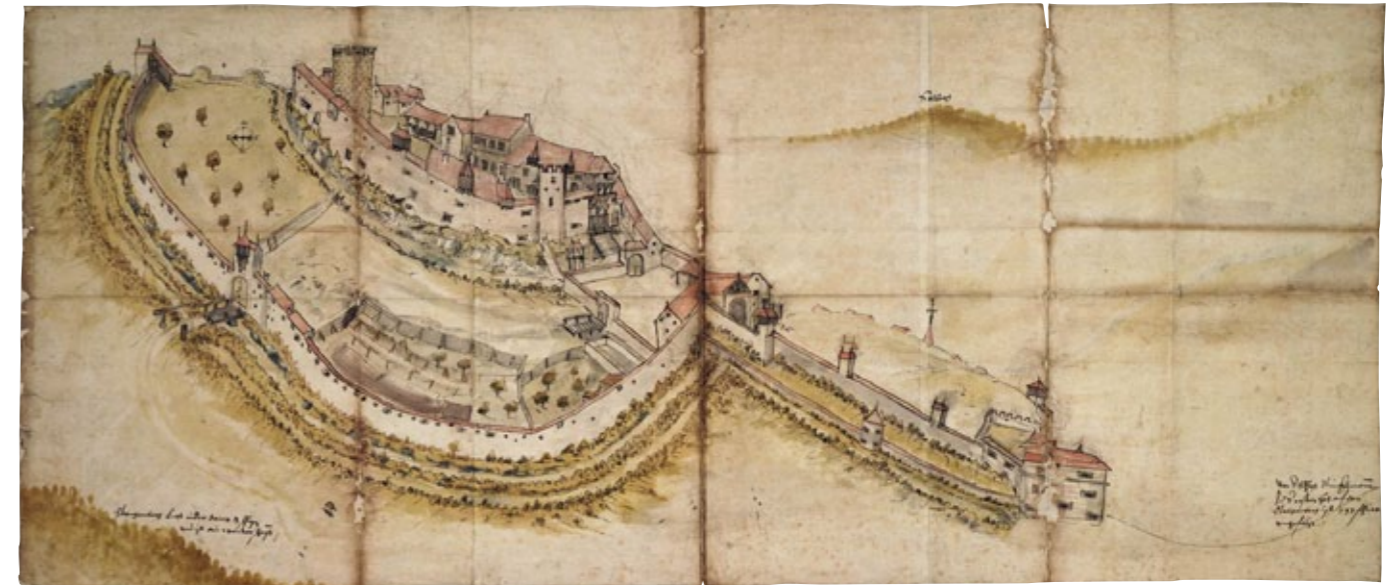
Le Territoire de Belfort, espace de confins

La géographie a donné au Territoire de Belfort une place privilégiée dans l'espace de l'est de la France. C'est une zone de seuil naturel entre la vallée du Rhin et la plaine de Saône, un étroit passage entre Vosges et Jura. Selon l'envahisseur, la Trouée de Belfort est la porte de la Bourgogne ou de l'Alsace. Cela fait d'elle un espace sensible à surveiller ou à verrouiller, selon les époques (doc 1).

Les troupes romaines étaient déjà présentes dans des camps fortifiés, au début de l'ère chrétienne, pour contrôler les routes au pied des Vosges au nord et vers Bâle dans le sud du Territoire.



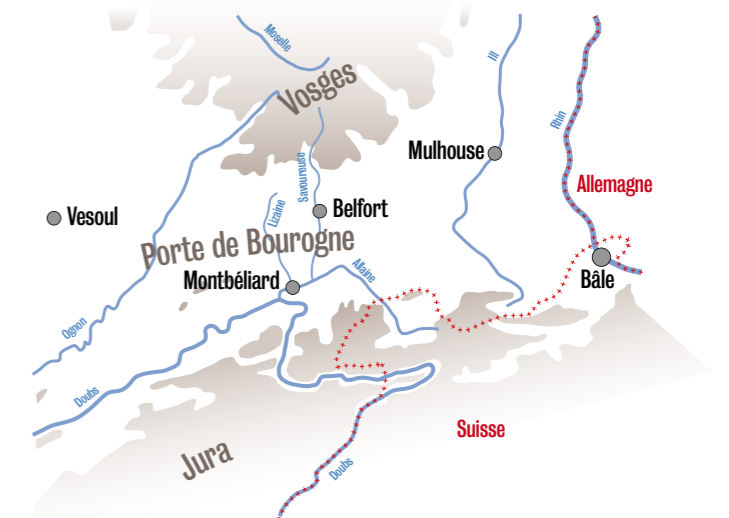
2 | Carte des châteaux attestés au Moyen-Âge



3 | Dessin du château de Belfort en 1579, Archives du Haut-Rhin

Au Moyen-Âge, c'est par la construction de mottes castrales et de châteaux que les seigneurs locaux (doc 2), puis les Habsbourg, assurent la surveillance des routes de cette zone de confins entre Autriche antérieure et Bourgogne, entre pays germanophones et francophones.

Sous la domination habsbourgeoise, les garnisons sont réparties dans les châteaux de Belfort (doc 3) et de Delle, mais les effectifs sont peu nombreux.



1 | Carte de la Trouée de Belfort

La marque de Vauban

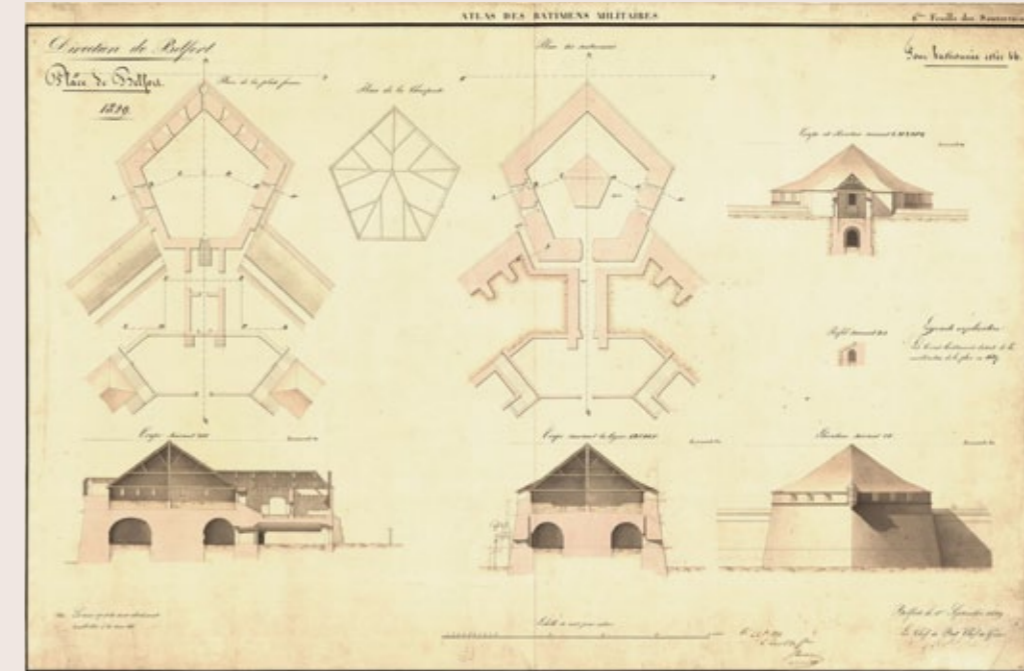


7 | Plan des fortifications de Vauban, ADTB 1 F1 52

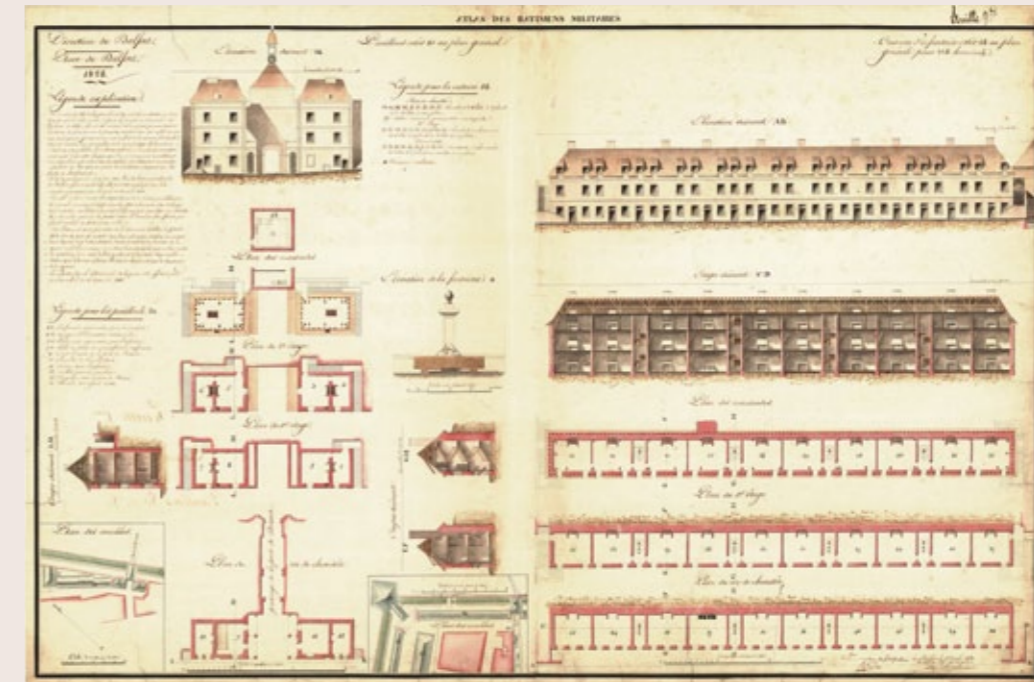
La conquête française de la ville de Belfort en 1636 par Louis de Champagne, comte de la Suze et son fils, va modifier la présence militaire sur le Territoire. L'intégration définitive dans le royaume de France en 1648 par les traités de Westphalie apporte des changements de perspective dans le rôle militaire du Territoire de Belfort. Ce n'est plus en tant que zone sud de défense de l'Empire germanique que va être apprécié le système défensif du département mais comme avancée française vers le Rhin et la Suisse.

La plupart des châteaux médiévaux déjà bien endommagés par les sièges successifs et les déprédations des troupes suédoises, françaises et impériales lors de la guerre de 30 ans, sont soit abandonnés à l'état de ruine, soit démantelés sur ordre royal. La citadelle de Belfort qui avait déjà été remaniée et modernisée par Gaspard de Champagne, intéresse vivement le maréchal Vauban dans ses projets de verrou de la porte de Bourgogne et de sentinelle face au Rhin. Belfort va ainsi s'inscrire dans un ensemble de fortifications nouvelles pour se garder du retour des impériaux en Alsace, avec les villes d'Huningue, Fribourg, Brisach et Neuf-Brisach. Le maréchal vient en personne à trois reprises, inspecter Belfort et sa région en 1675, 1677 et 1679. Son projet (doc 7) est plus vaste que ce qui est réalisé en réalité. Il envisage en effet un camp retranché dans le vallon entre les collines de la Miotte et de la Justice.

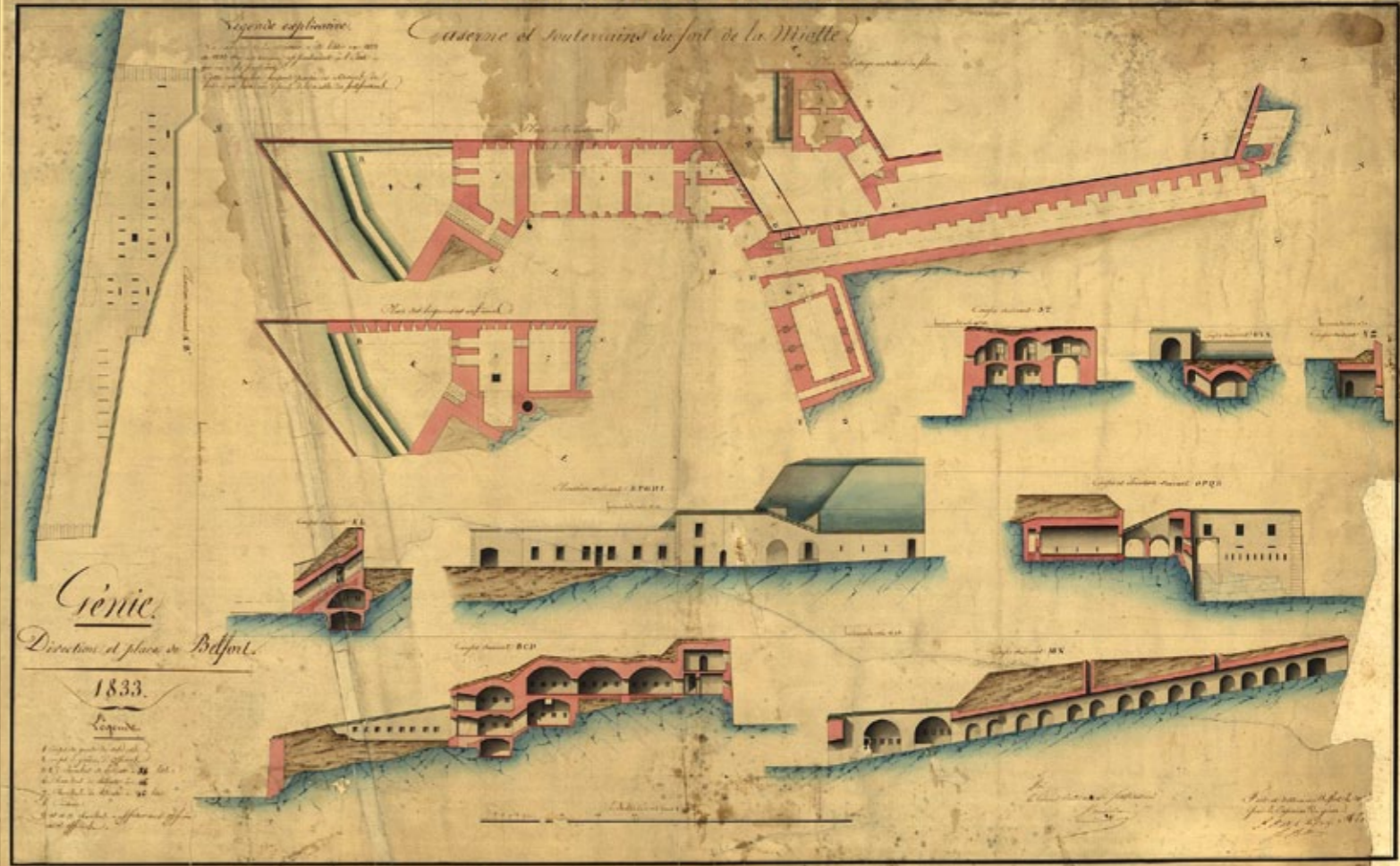
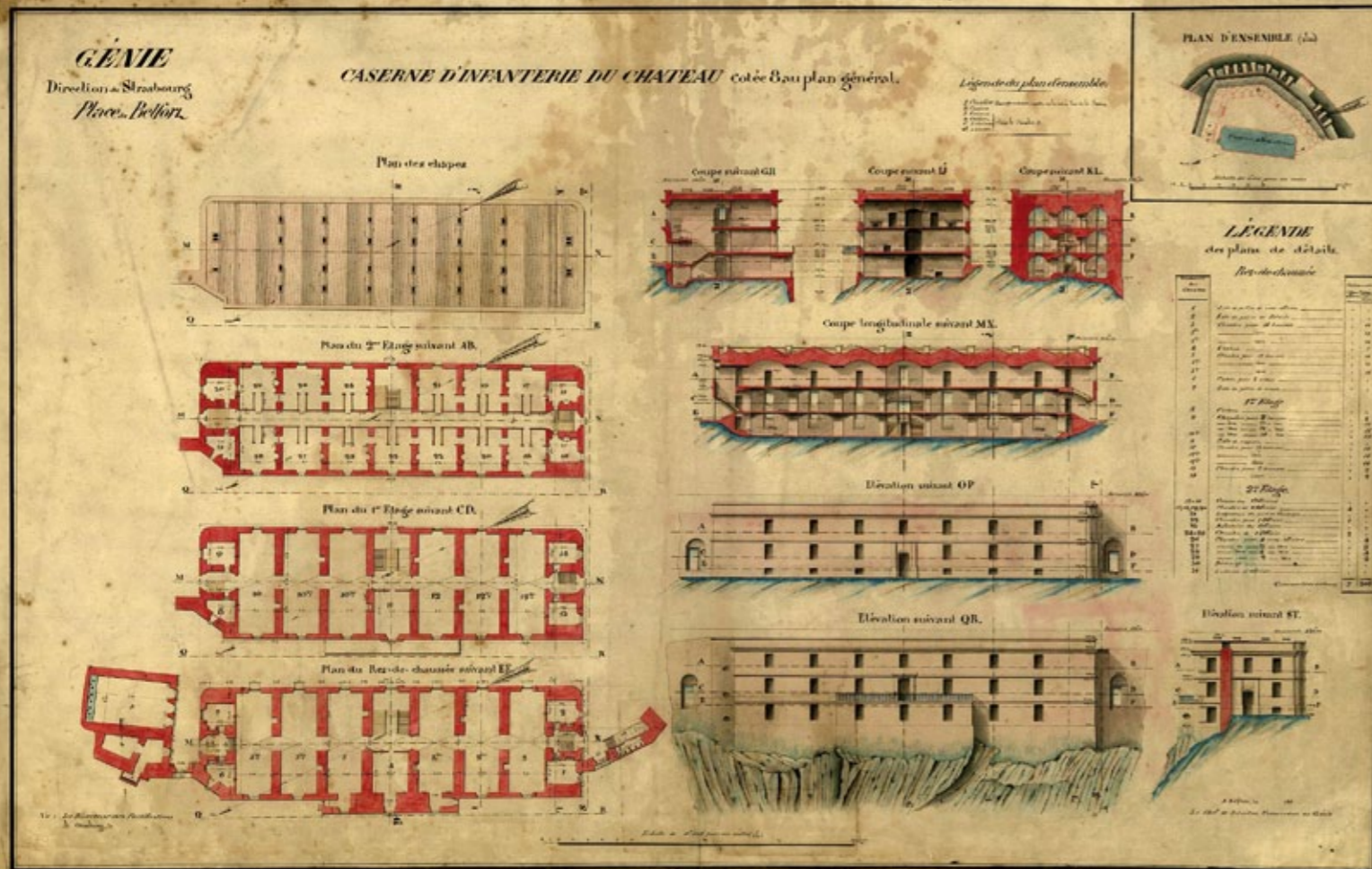
La citadelle est totalement réorganisée, la ville médiévale est doublée d'une ville neuve enfermée dans une fortification pentagonale avec trois tours bastionnées (doc 8). Les troupes en garnison sont plus nombreuses à résider en ville, mais elles ne logent plus chez l'habitant. Des casernes sont créées sur les remparts pour héberger soldats et montures (doc 9). 2500 hommes de troupes sont présents au début du XVIII^e siècle, mais vers 1780 il n'y a plus que deux régiments pour assurer la garde de la ville et de la Trouée, un régiment d'infanterie d'environ 1000 hommes et un régiment de cavalerie d'environ 400 hommes. Cette présence nouvelle fait le bonheur des cabaretiers et aubergistes qui voient leur nombre passer de 16 en 1695, à 30 en 1750 puis à 47 en 1769.



8 | Plan de la tour 46, ADTB 15 J 3/34



9 | Plan des casernes sur le rempart, ADTB 15 J 3/45



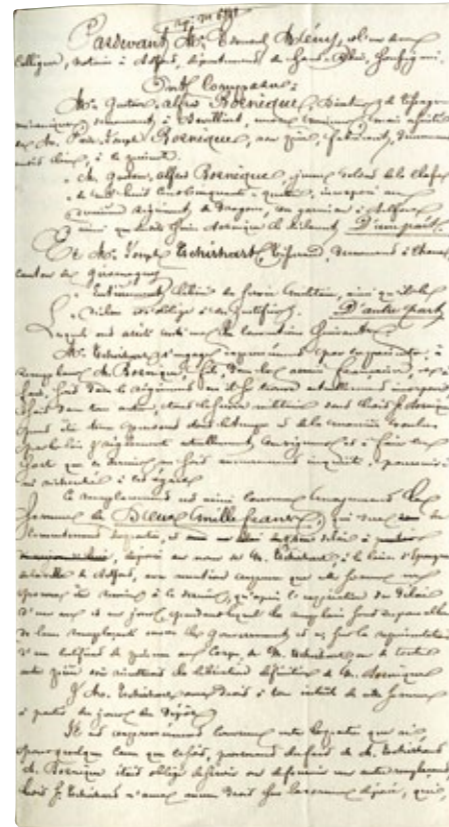
La marque de Benoît Haxo

À la suite des deux sièges de l'époque napoléonienne, le général Benoît Haxo est chargé de moderniser et perfectionner la fortification (doc 10). Il reprend à son compte le projet non abouti de camp retranché dans le Vallon. Il fortifie les sommets de la Justice (1826) et de la Miette (1831) (doc 11).

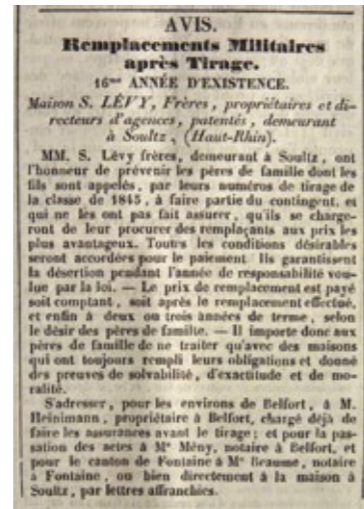
- 10 | Plan de la caserne du château établi par B. Haxo, ADTB 15 J 3/81
- 11 | Plan du fort de la Miette établi par B. Haxo, ADTB 15 J 3/82

Le recrutement

Sous l'Ancien Régime, le système de recrutement des forces armées est fondé sur l'engagement volontaire. Les officiers de chaque régiment ont à charge de recruter de gré ou de force, les hommes qui composeront leur troupe (doc 12). Les premières années de la Révolution ne bouleversent pas ce système, les recruteurs continuent à parcourir les villages à la recherche de volontaires prêts à s'engager pour 8 ans. Les guerres révolutionnaires contre les princes européens coalisés imposent de modifier cette approche du recrutement. S'appuyant sur le fait que les citoyens ont des devoirs envers la Patrie, les députés votent le 19 fructidor an VI (5 septembre 1798), la loi créant une armée de conscription qui touche tous les Français de 20 à 25 ans, engagés pour un service de 5 ans. Tous les conscrits ne sont pas appelés dans l'armée active, à peu près la moitié forme, par tirage au sort, les corps de réserve. À la Restauration, la loi Gouvion-Saint-Cyr (1818) supprime la conscription et la remplace par un système complexe d'appel aux volontaires, complété par tirage au sort pour obtenir des effectifs suffisants dans chaque régiment. Le service est porté à 6 ans dans l'infanterie et à 8 ans dans les autres armes. Dans ce système, il est possible de faire appel à un remplaçant si le tirage au sort est défavorable, il suffit d'avoir des moyens financiers pour acheter un bon numéro exemptant de service (doc 13 et 14).



14 | Achat d'un remplaçant par G. Bornème en 1855, ADTB 2 E 1/444



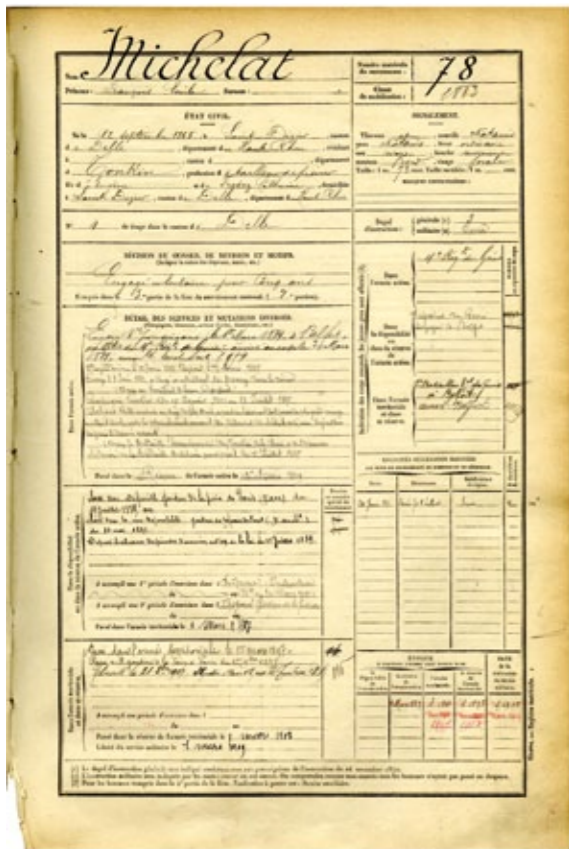
13 | Publicité pour le rachat d'un mauvais numéro, ADTB 5 Jx 2



12 | Dessin d'un soldat en marge d'un registre de notaire, ADTB 2 E 74

16 | Conscrits dans un village du sud du Territoire, ADTB 16 Fi 670





18 | Fiche matricule de François Michelat, ADTB 1 R 158



15 | Le tirage au sort à Giromagny, ADTB 7 FI 1943

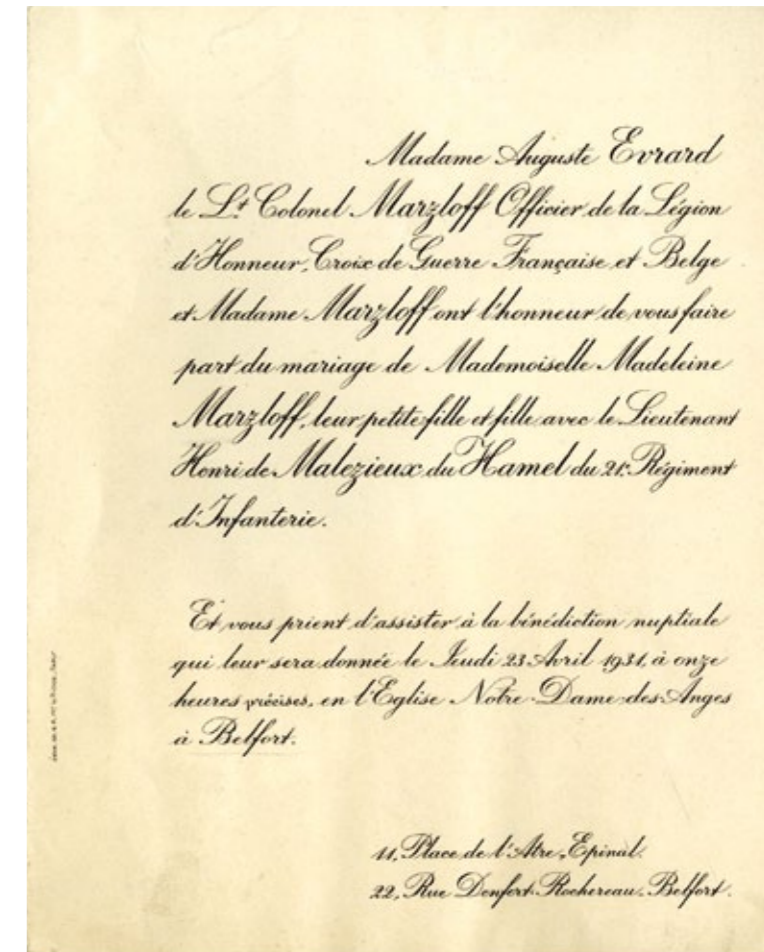
À la fin du Second Empire, la loi Niel (1868) tente de revenir à un système universel de conscription, mais sans aller jusqu'au bout de la logique. L'armée d'active se voit doubler d'une garde nationale mobile. Et c'est encore le tirage au sort qui désigne ceux qui effectuent un service actif ou un service dans la garde mobile. La guerre perdue face à la Prusse en 1871, met en évidence l'inefficacité du système Niel. Le 27 juillet 1872, l'Assemblée Nationale crée donc un service universel qui demeure cependant inégalitaire puisqu'un tirage au sort détermine le nombre d'années de service à accomplir : un an pour les bons numéros, cinq pour les mauvais. Les opérations de recrutement s'effectuent au chef-lieu de canton ou d'arrondissement (doc 15) devant des représentants des autorités civiles et militaires. Tous les garçons du canton (doc 16) âgés de 20 ans « la classe » (doc 17) doivent se présenter devant ce jury qui les examine physiquement. Une fiche matricule (doc 18) est ouverte à leur nom, consigne leur état civil, leurs caractéristiques physiques et leur aptitude à servir. Le tirage au sort a lieu dans la foulée. Après le service actif, le conscrit reste à la disposition de l'armée jusqu'à ses 40 ans, dans les différentes formes de réserve. Ce n'est qu'avec la loi du 21 mars 1905 qu'est vraiment instituée la conscription universelle puisque le tirage au sort est aboli. Désormais, chaque garçon apte doit obligatoirement effectuer la même période de service, ramenée à 2 ans. Ce service est porté à 3 ans en 1913.



17 | Publicité d'articles pour conscrit, ADTB 89 E dépôt 4 H 1

Les officiers dans la ville

La présence d'une garnison sur un territoire est d'abord visible par ses officiers. Un corps particulier qui a ses habitudes, ses codes, ses valeurs, ses relations sociales et qui ne se fond pas complètement dans la vie courante. L'officier, de part son statut, ne peut pas s'intégrer à la vie civique de la cité puisque jusqu'en 1945, comme tout militaire, il est privé du droit de voter et d'adhérer à un parti politique. Son statut lui impose également de demander l'autorisation à son supérieur pour se marier (doc 19). Pourtant la présence du corps des officiers de l'état-major à l'hôtel du gouverneur et des officiers des différents régiments dans le département, va avoir son importance et son impact dans la vie locale. Une vie mondaine et culturelle se développe autour des officiers et de leurs épouses. Déjà en 1855 A. Corret signale que sans les officiers du 54^e de ligne, il n'y aurait sans doute pas de représentation théâtrale à Belfort dans la petite salle, à l'arrière de l'hôtel de ville. Le théâtre étant un loisir plus honorable pour les officiers que les brasseries où s'amuse la troupe, la ville entreprend la construction d'un nouvel édifice sur le faubourg de Montbéliard en 1878 (doc 20).



19 | Faire-part de mariage, ADTB 1 J 1138



20 | Le théâtre de Belfort, ADTB 7 FI 1415



19 BELFORT. — Sortie de la Messe militaire. — LL.

22 | Sortie d'une messe de garnison, ADTB 7 Fi 2408



21 | Le premier kiosque à musique de la place d'armes, ADTB 7 Fi 1432

C'est pour permettre la promenade dominicale des familles bourgeoises et des familles d'officiers, qu'est créée sur la rive gauche de la Savoureuse, une promenade arborée devenue aujourd'hui le square du Souvenir. En 1876, le gouverneur militaire impose à la ville la construction d'un kiosque à musique pour pouvoir donner sur la place d'armes, des concerts de musique militaire. D'abord situé en face de l'entrée de l'église Saint Christophe, il est déplacé en 1904 à l'autre bout de la place pour ne pas troubler l'office (doc 21).

C'est dans cette église qu'ont lieu les mariages entre officiers de la garnison et jeunes filles de la bourgeoisie locale ; c'est là aussi que régulièrement, l'aumônier des régiments célèbre une messe de garnison (doc 22).

Vie mondaine et courses hippiques

En juillet 1907, un concours hippique est organisé sur le champ de courses qui se trouve à l'emplacement actuel du quartier des Résidences. Une tribune de 80 m y est installée pour le confort des spectateurs. Les cavaliers militaires et civils ne s'affrontent pas dans les mêmes épreuves. Le succès de la manifestation est immense et comme dans toute course hippique, les épouses d'officiers et les Belfortaines rivalisent d'élégance à cette occasion (doc 23 à 25).



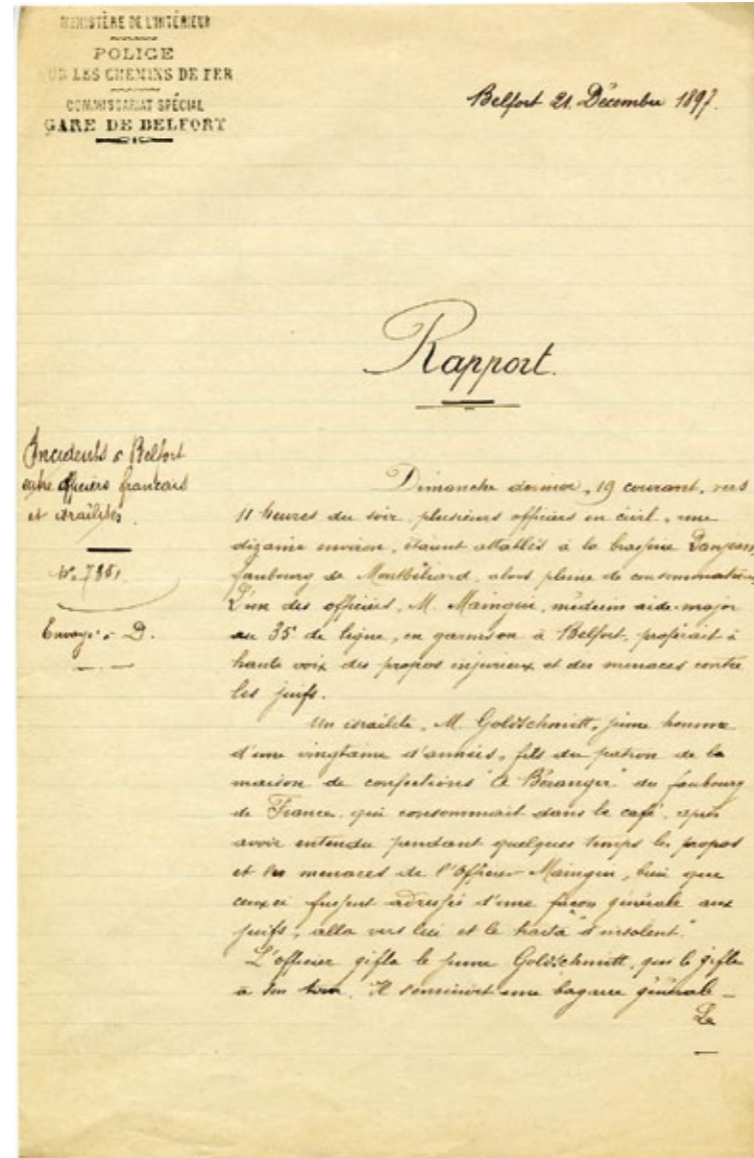
23, 24, 25 | Les courses hippiques de 1907, ADTB 7 Fi

Officiers et politique

Même si les officiers n'ont pas le droit de faire activement de la politique, leur présence influe sur la vie civile. Au tout début de la Révolution, les officiers royalistes du régiment « Royal Liégeois » avaient tenté d'entrer en force dans la mairie de Belfort au soir du 21 octobre 1790. Ils en avaient été empêchés par le général Kléber. En janvier 1822, c'est autour d'un petit groupe d'officiers libéraux et de citoyens belfortains que se noue un complot visant à renverser le gouvernement ultra-royaliste de Louis XVIII. L'affaire Dreyfus prend une résonance particulière dans une ville de garnison comme Belfort, un officier n'hésite pas à provoquer en duel (doc 26) le fils d'un commerçant israélite à la brasserie Georges en 1897, pour défendre l'honneur de l'armée (doc 27). La présence d'anciens officiers de renom (de Bellonet, Japy, Zurlinden) est utilisée par les conservateurs, avec plus ou moins de succès, lors des élections à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècles, pour essayer de reprendre la ville et les sièges de député et de sénateur aux radicaux.



27 | La brasserie Georges, ADTB 7 FI



26 | Rapport de police concernant le duel entre un officier et un israélite, ADTB 4 M 715

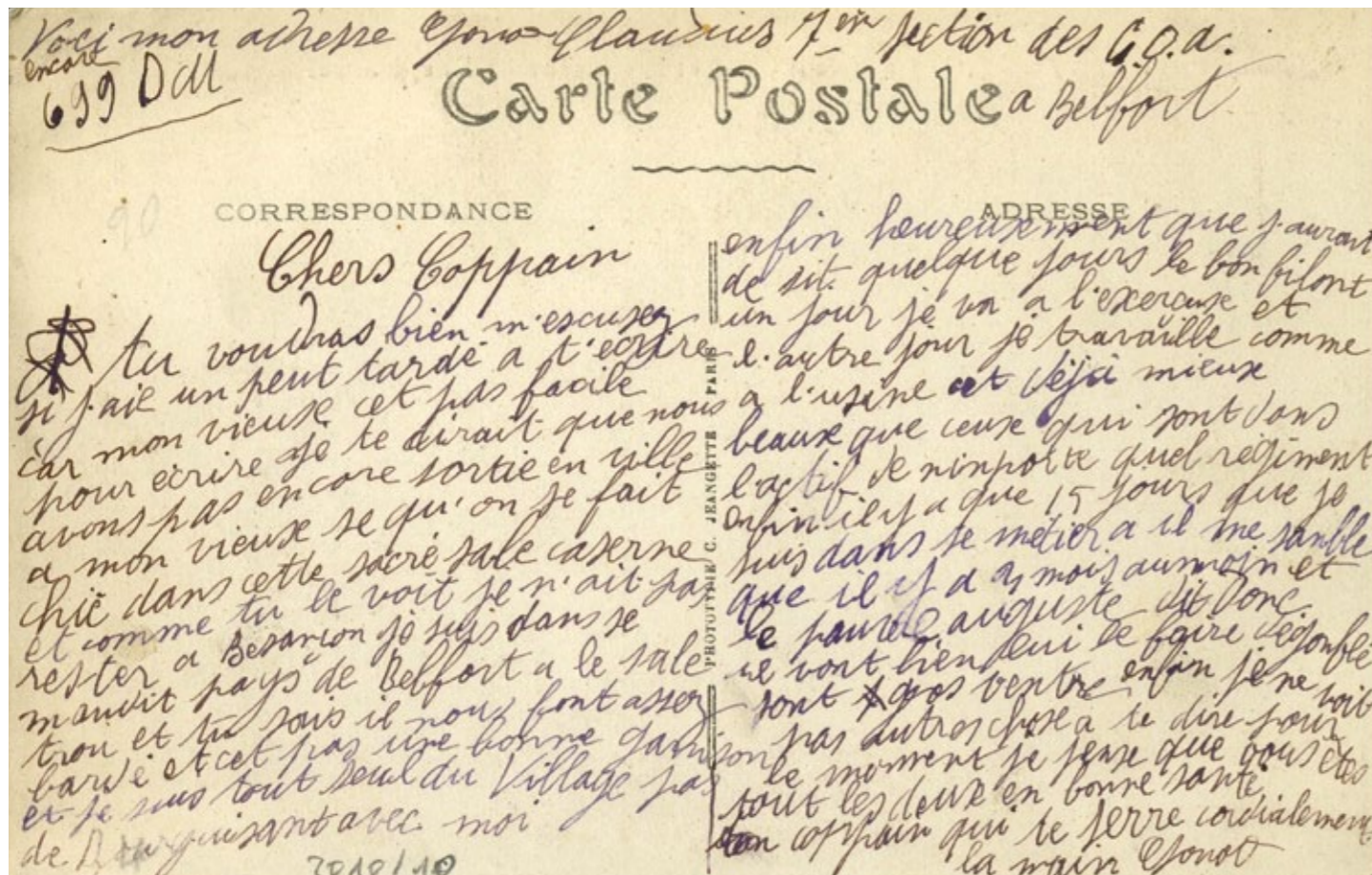
Le soldat dans sa caserne

Pour le soldat, la vie de caserne n'est pas toujours drôle et constructive. Selon les époques, cette période peut durer de 2 à 3 ans. Le soldat est souvent loin de ses proches, dans une ville inconnue, avec d'autres jeunes hommes jusque-là inconnus eux-aussi.

La vie est rythmée par l'instruction militaire quotidienne qui doit apprendre au soldat, les rudiments du combat dans son arme : infanterie, cavalerie, artillerie (doc 28). Par des cours théoriques et des exercices pratiques il apprend l'utilisation et l'entretien de son armement. Il y apprend aussi la discipline et la cohésion de groupe en vue d'une éventuelle guerre. Mais il n'y a pas que l'instruction militaire qui soit dispensée au sein de la caserne, l'armée se veut aussi le creuset de la formation du citoyen et de la Nation. En 1901 le général André, ministre de la guerre, décrète que la caserne doit préparer la vie sociale du soldat citoyen. Il faut y aménager une salle de lecture et de jeux (doc 26), organiser des représentations théâtrales, donner des leçons d'histoire, de civisme et d'hygiène. Le soldat participe aux corvées nécessaires au bon fonctionnement de la caserne : nettoyage des locaux, corvées de bois, de peluche, de lessive, etc. (doc 29-31).

- 28 | Militaires à l'entraînement, ADTB 7 FI 2406
- 29 | Salle de lecture dans une caserne, ADTB 7 FI 2240
- 30 | Corvée de pommes de terre, ADTB 7 FI 1177
- 31 | Corvée de lessive dans la Savoureuse, ADTB 16 FI 451





33 | Carte postale militaire, ADTB 7 FI

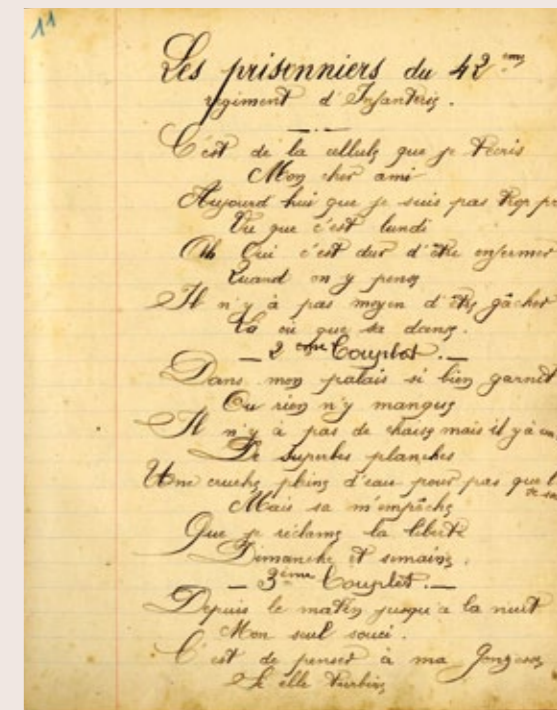
Souvent le conscrit s'ennuie entre les exercices répétitifs et les corvées récurrentes. Alors il joue aux cartes (doc 32), il écrit à sa famille, à sa fiancée ou à ses copains restés au village (doc 33). Il consigne dans des carnets ses impressions et les chansons (doc 34-35) qui permettent d'égayer un peu le quotidien, comme le soldat Lesire (doc 36) en 1898. Il compte fébrilement les mois, semaines et jours qui le séparent du retour dans ses foyers.



32 | La salle de réunion dans une caserne, ADTB 7 FI 2551



36 | Portrait du soldat Lesire, ADTB 1 J 1180



34, 35 | Extraits du carnet de chansons du soldat Lesire, ADTB 1 J 1180

Les grandes manœuvres

Les grandes manœuvres sont un temps fort de la vie du soldat (doc 37-38-39). Devant les autorités civiles et militaires du département et parfois même en présence du ministre des armées, comme en 1913 (doc 40-41), les soldats peuvent, pendant plusieurs jours, mettre en pratique l'instruction dispensée au régiment dans une configuration de combat réel.



39 | Officiers en manœuvre, ADTB 7 Fi 1425



37 | Retour de manœuvre à Belfort, ADTB 7 Fi 2453



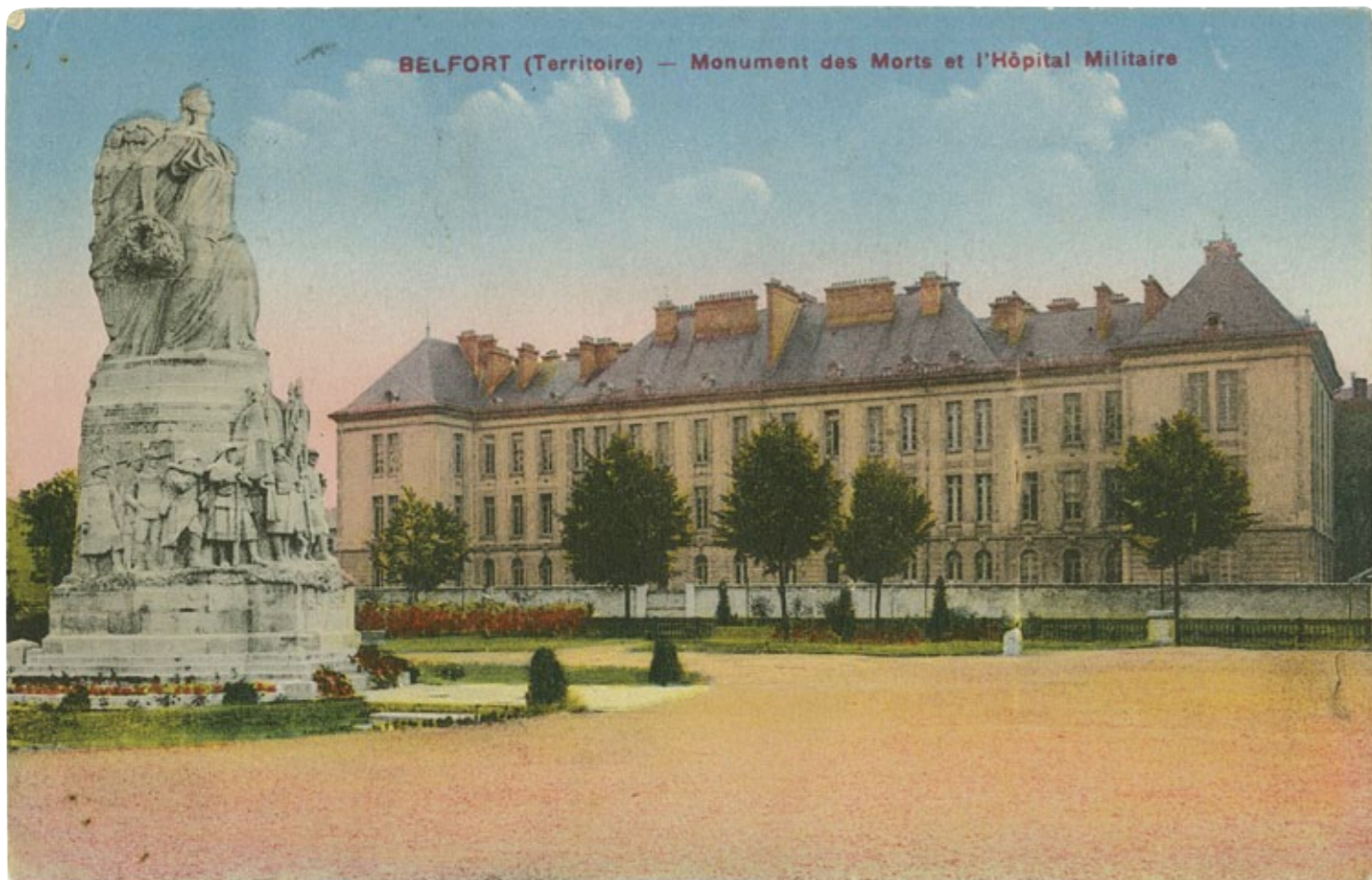
38 | Soldats en manœuvre, ADTB 7 Fi 1376



40 | Le ministre aux grandes manœuvres de 1913, ADTB 7 Fi 2365



41 | Les troupes aux grandes manœuvres de 1913, ADTB 7 Fi 1277



42 | L'hôpital militaire de Belfort, ADTB 7 FI 930

La santé des troupes

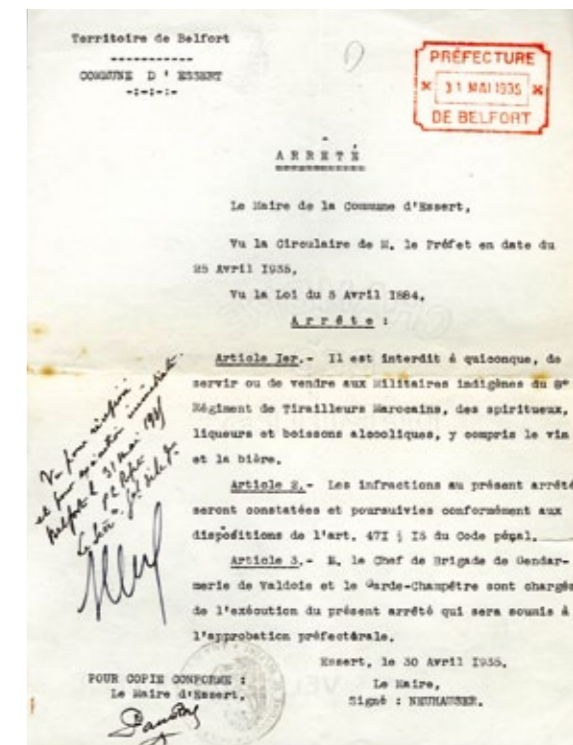
La promiscuité et le peu d'hygiène qui règnent dans les casernes et forts du Territoire de Belfort, sont la cause régulière d'épidémies qui frappent les régiments et qui conduisent de nombreux soldats à l'hôpital militaire (doc 42). Ce dernier, d'abord aménagé dans les locaux confisqués du couvent des Capucins, est reconstruit et agrandi au cours du XIX^e siècle, au même endroit. Le dernier bâtiment, construit en 1913, seul à subsister (actuellement maison des Arts) avait été conçu pour l'isolement des malades contagieux et infectieux.

Le soldat dans la ville

Déjà au XVIII^e siècle, la présence des soldats ne passait pas inaperçue dans la petite ville de garnison qu'était Belfort : 1400 soldats pour une population de 4 à 5000 personnes. Ces chiffres restent très élevés au cours du XIX^e siècle : 4658 en 1886, et 6500 en 1896.

Mais les soldats ne passent pas tout leur temps à la caserne, ils sortent aussi en ville pour se distraire. C'est une véritable manne pour les cafetiers et aubergistes de Belfort, Giromagny, Chèvremont, Offemont et Danjoutin. Cela cause parfois des désagréments que les autorités municipales tentent de maîtriser (doc 43).

Les nombreuses distractions proposées aux militaires bénéficient aussi à la population civile. Les revues musicales (auxquelles aurait pu participer Maurice Chevalier, incorporé au 35^e R.I. en 1913) et les théâtres n'auraient pas été aussi variés et nombreux sans les milliers de soldats encasernés à Belfort. De même le cinématographe dont s'emparent très vite les gérants de cafés et brasseries, ne serait pas arrivé aussi rapidement dans une petite ville de province (doc 44).



43 | Arrêté municipal, Essert 1935, ADTB 39 E dépôt 2 H 1



44 | Séance de cinéma dans une brasserie belfortaine, ADTB 7 FI 2439



45 | Soldats défilant à Giromagny en 1929, ADTB 12 FI 16

La vie militaire anime également l'espace public. Régulièrement, les soldats sortent de leurs casernes (doc 45) pour aller à l'exercice ou en manœuvres au champ de Mars ou sur les terrains militaires des Fougerais. C'est un grand spectacle que de voir ces bataillons défilant en uniforme et en chantant. Certains soirs les musiques régimentaires sortent aux flambeaux pour une retraite musicale à travers la ville. Des concerts de musique militaire ont lieu les jeudis et dimanches après-midi au kiosque de la place d'armes puis à celui de la roseraie au faubourg des Vosges. Les régiments organisent également des soirées théâtrales (doc 46).

Les soldats apportent aussi leur aide à la population civile en cas de catastrophe. Ils font partie des piquets d'incendie (doc 47) qui interviennent aux côtés des pompiers de la ville (école Sainte-Marie en 1886, palais de justice en 1906). L'armée est aussi une force d'ordre. Elle peut être mise à la disposition des préfets pour assurer la sécurité de la ville en cas de grèves ou de manifestations ou bien encore pour faire respecter la loi. C'est le cas lorsque les paroissiens de Lepuix s'opposent à l'inventaire de leur église en 1906 (doc 48).



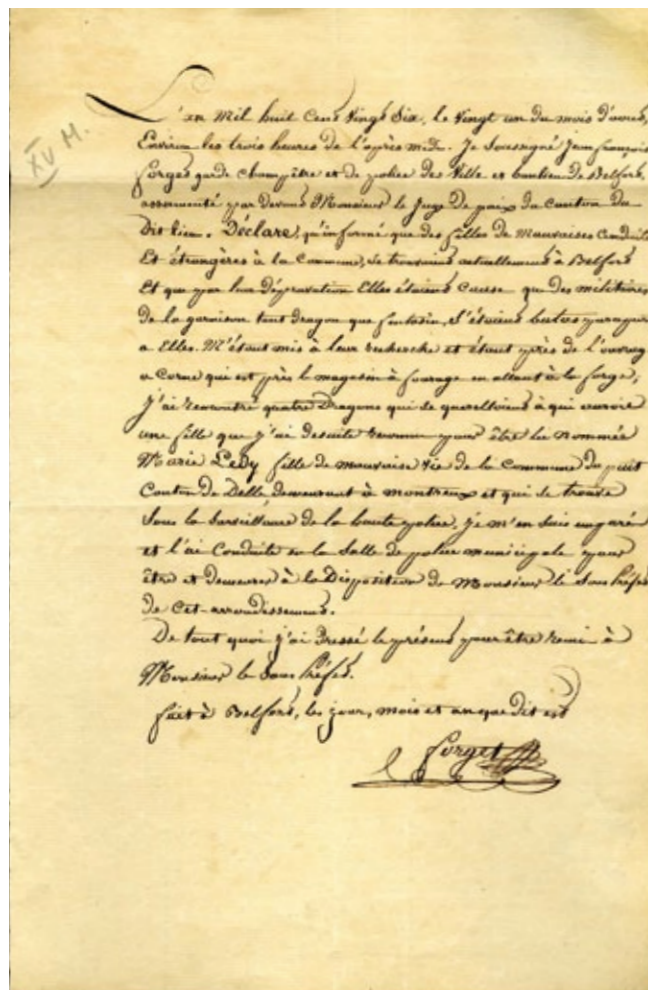
46 | Programme d'une soirée théâtrale du 11^e dragons, ADTB 5 J 27/8



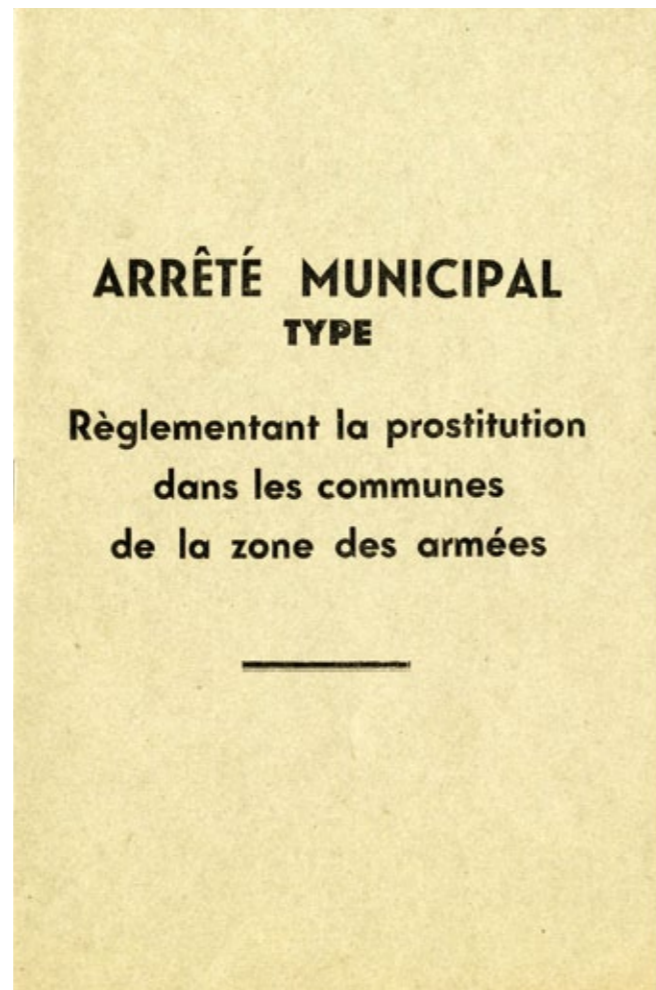
47 | Soldats intervenant lors d'un incendie, ADTB 16 FI 371



48 | Dragons belfortains intervenant à Lepuix en 1906, ADTB 5 Ph 361



49 | Rapport d'incident entre militaires à cause d'une prostituée, ADTB 4 M 280



50 | Règlement municipal de la prostitution à Belfort, ADTB 4 M 280



51 | Enterrement du Sapeur Laverdure, Belfort, 13 mai 1914, ADTB 7 FI 2441

La prostitution

Les 5 à 6000 jeunes militaires de 20 à 23 ans constituent la clientèle privilégiée des prostituées de la ville. Les autorités municipales et militaires contrôlent et structurent étroitement cette activité afin d'éviter à la fois une débauche trop visible (doc 49) et la propagation des maladies vénériennes (doc 50). À Belfort en 1896, il est recensé 4 maisons closes qui emploient 35 « filles soumises ». En 1933 il n'y a plus qu'une maison rue du fort Hatry qui emploie 9 filles, mais 20 sont recensées comme travailleuses indépendantes.

L'émotion partagée

La population civile fait corps avec son armée et ses régiments, les deuils qui frappent les troupes sont partagés par les Belfortains (doc 51). La population assiste très nombreuse aux obsèques des soldats tués lors de l'explosion accidentelle de l'arsenal en mars 1887. Elle assiste très émue au retour du corps du lieutenant Engel, mort avec ses camarades lors du naufrage du sous-marin Pluviôse en juin 1910. Elle rend un hommage vibrant à l'aviateur Pégoud, mort au combat dans le ciel du département en 1915, en suivant par milliers son cercueil de l'hôpital militaire au cimetière de Brasse.



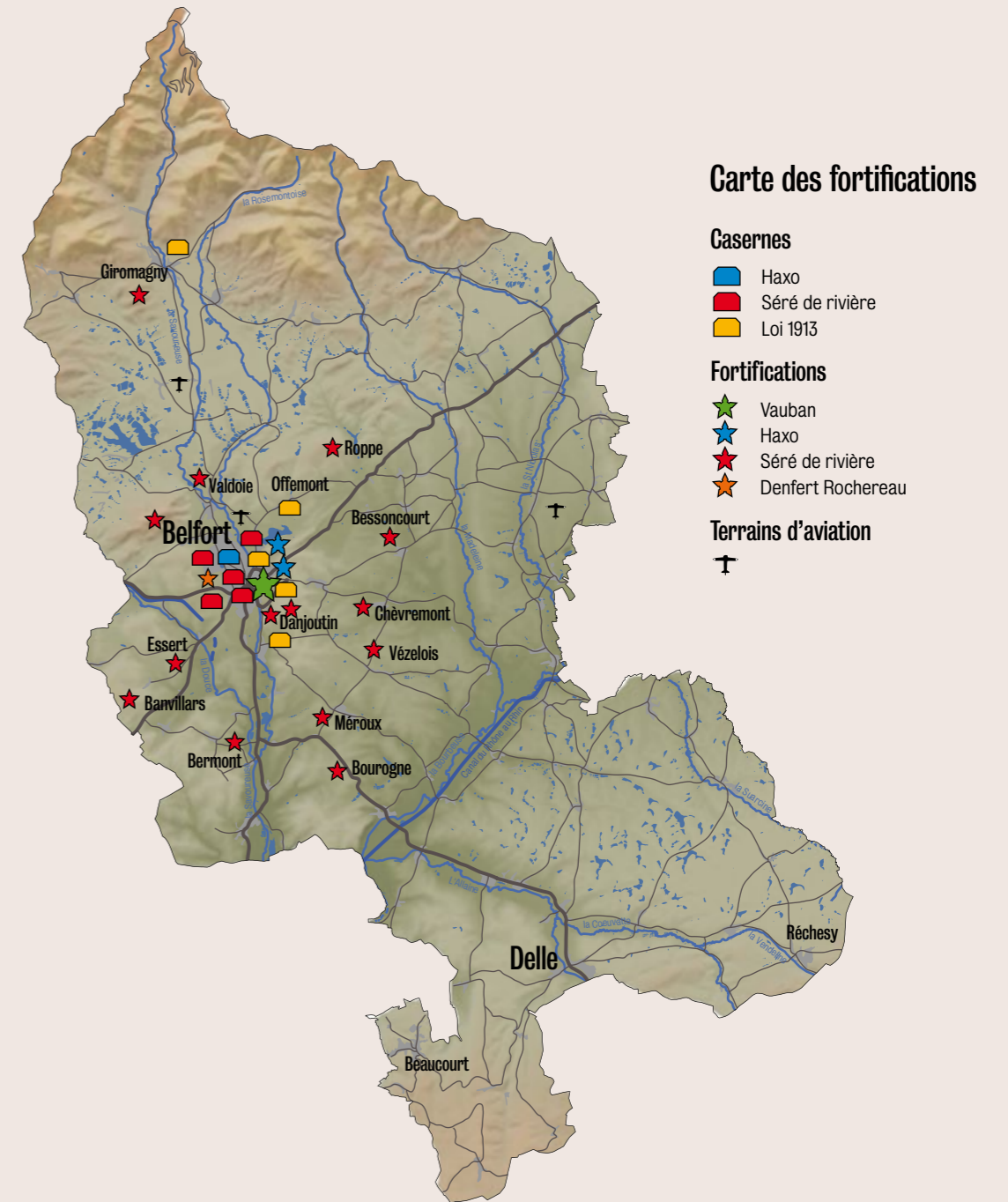
53 | Le mur des faubourgs au Fourneau, ADTB 16 Fi 28

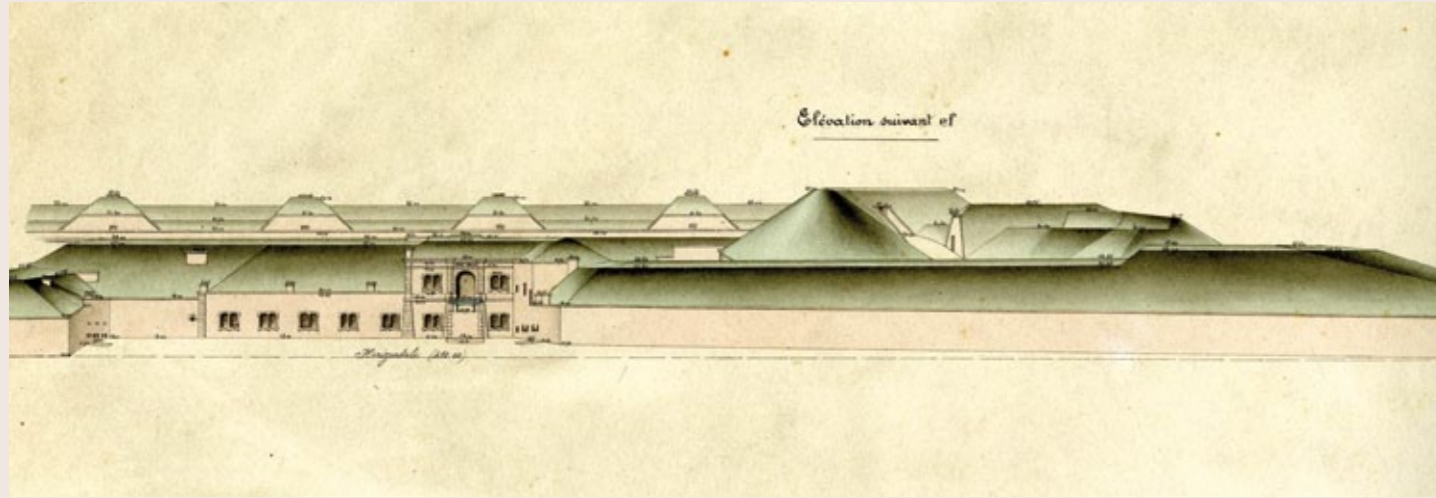
Verrouiller le Territoire

Après la défaite de 1871 et suivant les directives du général Séré de Rivières, l'armée fait édifier des forts modernes qui barrent la Trouée de Belfort (carte page 33) : fort de Giromagny au nord, du Mont-Vaudois (au-dessus d'Héricourt), de Lachaux, du Mont-Bart, la batterie de Pont-de-Roide et enfin du Lomont au sud de Belfort. Le camp retranché de 1870 est renforcé par les forts du Salbert au nord, de Roppe au nord-est et l'organisation du Bosmont au sud des Perches (doc 52). Cette première étape est réalisée entre 1874 et 1879. En 1881, le « mur des faubourgs » (doc 53) est élevé pour défendre la vieille ville, les casernes, la gare et les faubourgs sud de la ville.



52 | Le fort des Hautes-Perches, ADTB 7 Fi 2336



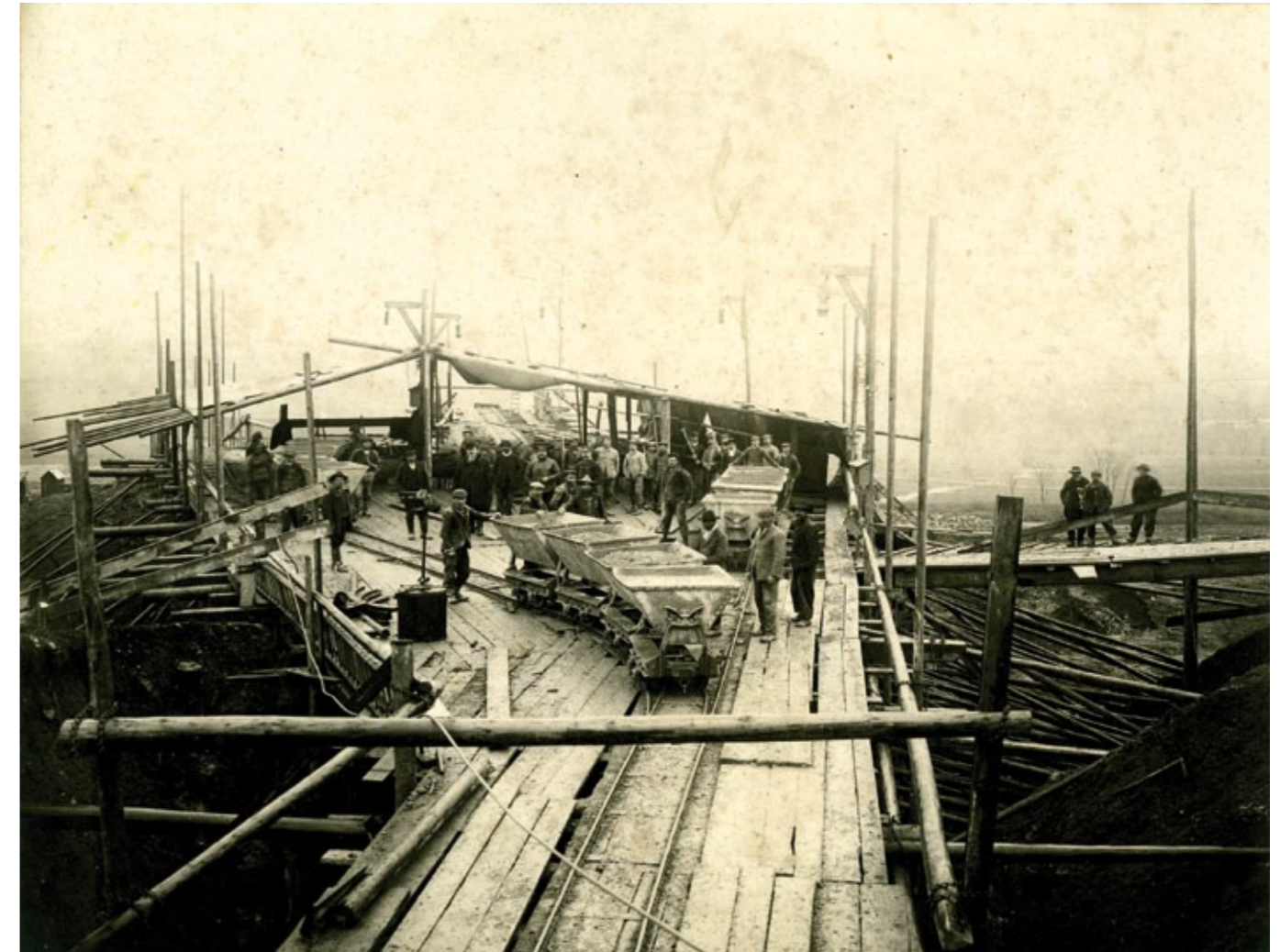


Doc 54 — Le fort du bois d'Oye, ADTB 15 J 2/20

De nouvelles défenses à l'ouest et au sud complètent le périmètre de la place forte entre 1883 et 1886 : les forts de Bessoncourt, Vézelois et du Bois d'Oye (doc 54) sont alors construits. L'emploi d'un nouvel explosif en 1885 rend ces forts obsolètes. Il faut donc envisager de nouveaux travaux :

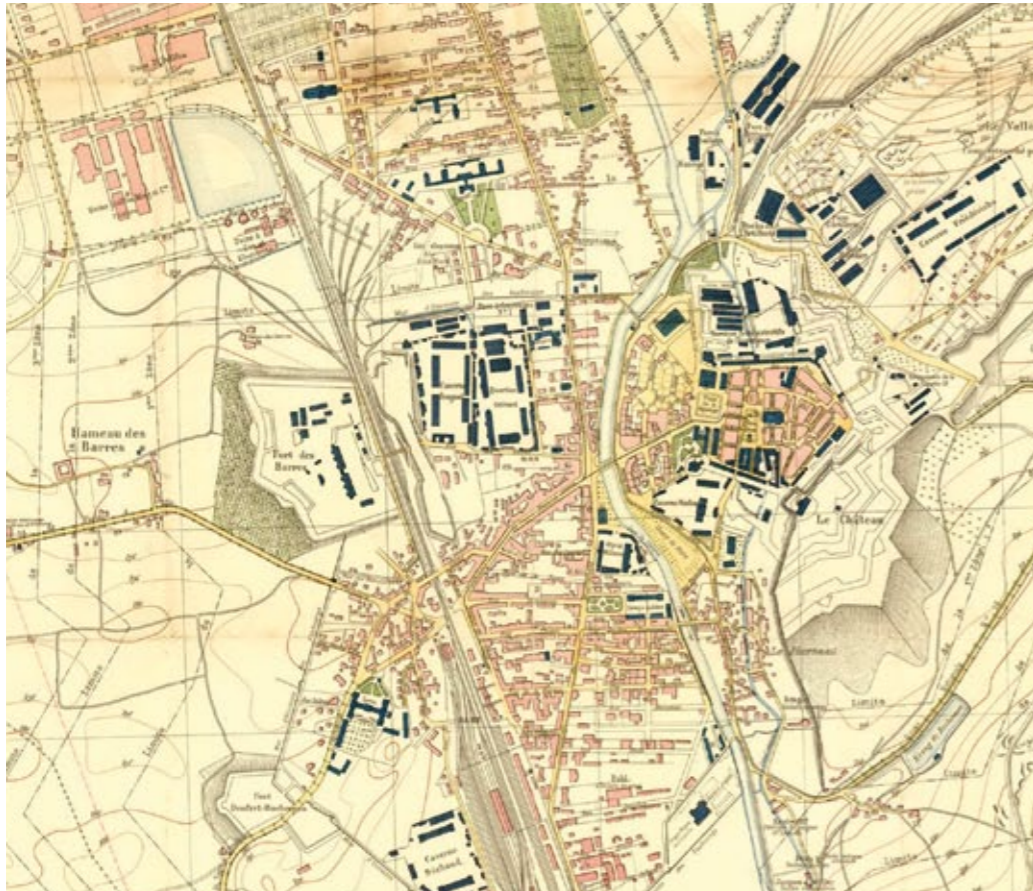
- disperser l'armement : les batteries d'artillerie sont disséminées en pleine campagne, les troupes et les munitions sont abritées dans des tunnels creusés dans le roc. Ce sont les « abris caverne » et les « magasins caverne » (Dorans, Haut-Bois, Roppe, Salbert, Mont-Vaudois). Le tout est desservi par un chemin de fer à voie étroite : le stratégique.

- utiliser un béton spécial pour renforcer les forts. Les premiers travaux réalisés en 1888 concernent les ouvrages de l'est (Bessoncourt et Vézelois) les plus menacés.
- compléter les intervalles par de petits ouvrages : le Monceau (Valdoie), Chèvremont, le Haut-Bois (Banvillars) et les Fougerais (Bourogne). Ils comprennent une casemate en béton et des emplacements pour 3 ou 4 pièces d'artillerie de campagne. L'ouvrage d'Essert est entièrement enterré.



55 | Modernisation du fort de Vézelois, ADTB 59 FI 21

Des tourelles cuirassées et des locaux en béton armé sont aménagés dans la plupart des forts et ouvrages, en priorité à l'est de la place (Roppe, Bessoncourt, Vézelois (doc 55), Bois d'Oye, Chèvremont, Fougerais). En 1914, l'ouvrage de Meroux est à peine terminé (1908-1913), celui du Mont-Rudolphe n'a que sa caserne de coulée. Les forts du Mont-Vaudois, de Lachaux, de Roppe et de Bessoncourt sont en plein renforcement. Ces chantiers ne seront jamais achevés.



56 | Belfort en 1910, ADTB 1 Fi 49



57 | La caserne Gérard, ADTB 7 Fi 1476

En 1873, les casernes de Vauban, les bâtiments de l'Espérance et la caserne Gérard ne suffisent plus pour loger les régiments. Entre 1879 et 1883 sont construites les casernes Bougenel, Friederichs, Béchaud. D'autres bâtiments sont ajoutés au gré des besoins : Hatry vers 1895, Vauban vers 1898 ; ces casernes abritent les artilleurs et le génie (carte 56).



58 | La caserne Vauban, ADTB 7 Fi 1481



59 | Les casernes Hatry, Béchaud, Friederichs et Bougenel, ADTB 7 Fi



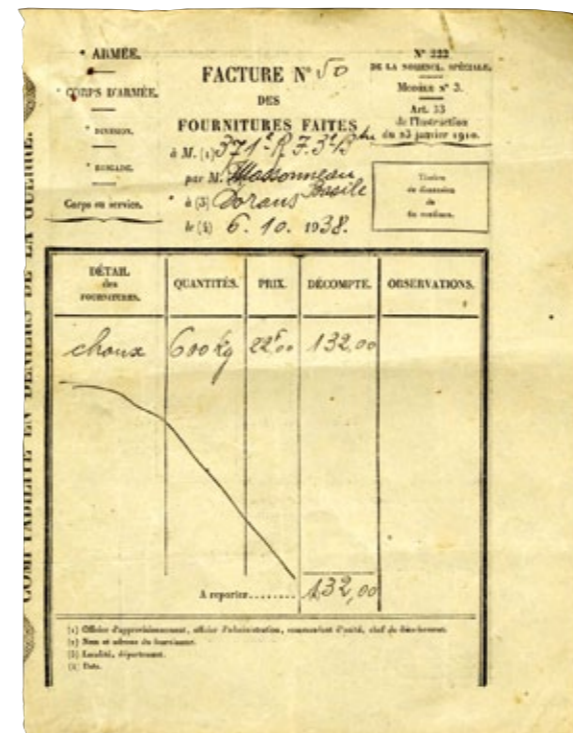
60 | L'hôpital militaire, ADTB 7 Fi 586

L'hôpital militaire (doc 60), les arsenaux, les parcs à fourrages, le moulin de siège, l'entrepôt frigorifique complètent les installations logistiques.

En 1913, suite à la loi qui allonge le service militaire de 2 à 3 ans, de nouvelles casernes sortent de terre (doc 61) : celles de Giromagny, de Danjoutin, d'Offemont. À Belfort, les casernes de Brisach et de Rethenans sont aussi de type 1913.



61 | Les casernes de Giromagny, ADTB 7 Fi 1923



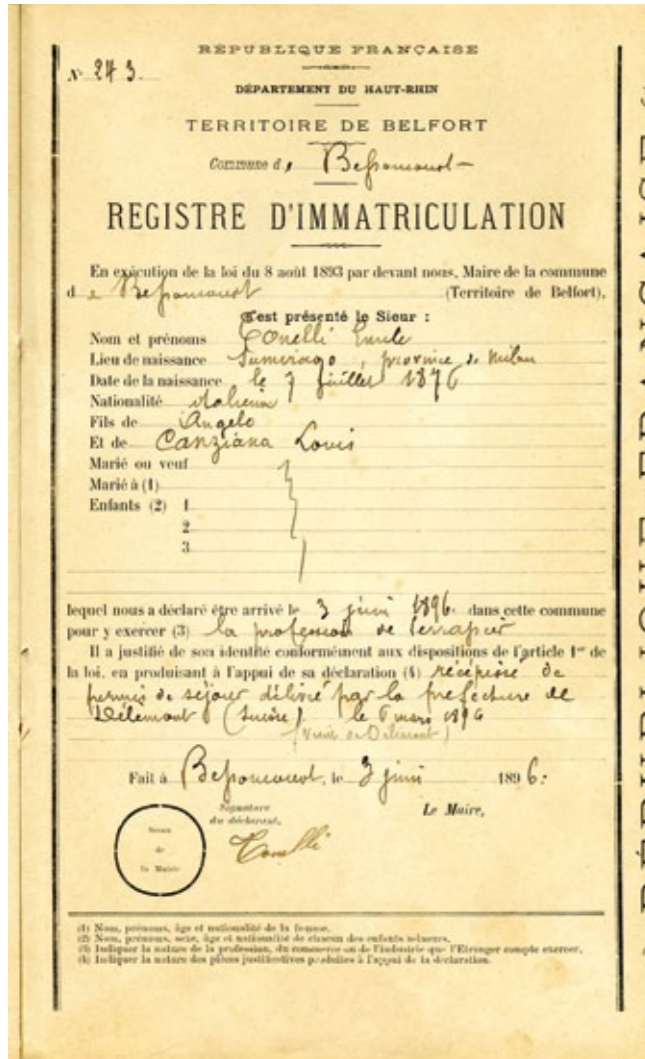
62 | Livraison de choux par un agriculteur de Dorans, ADTB 35 E dépôt 2 H 9

L'apport économique

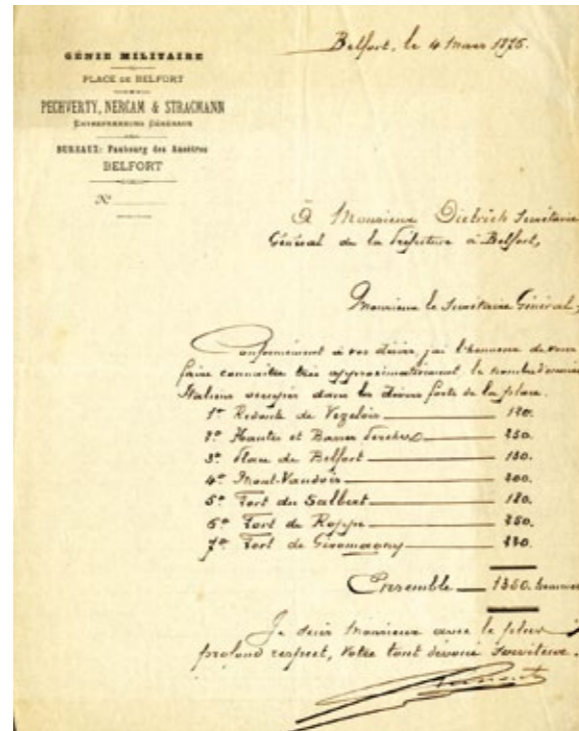


63 | Appel d'offre pour une fourniture de blé à l'armée en 1845, ADTB 5 Jx 2

Dès l'installation définitive d'une garnison dans la ville par Vauban, le rapport entre militaires et civils est impressionnant : 2500 hommes au début du XVIII^e siècle pour environ 4000 habitants. À la veille de 1914, la présence quotidienne de près de 8000 hommes de troupes et officiers dans le département n'est pas sans incidence sur l'économie locale. Il faut approvisionner la troupe en nourriture, boisson, chauffage et vêtements (doc 62-63).

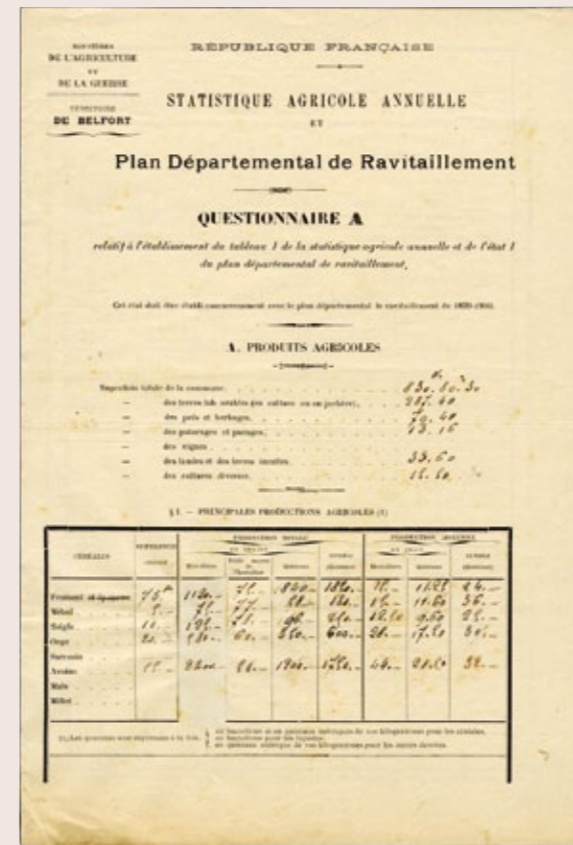


64 | Enregistrement d'un terrassier italien à Bessoncourt, ADTB 12 E dépôt 2 J 1



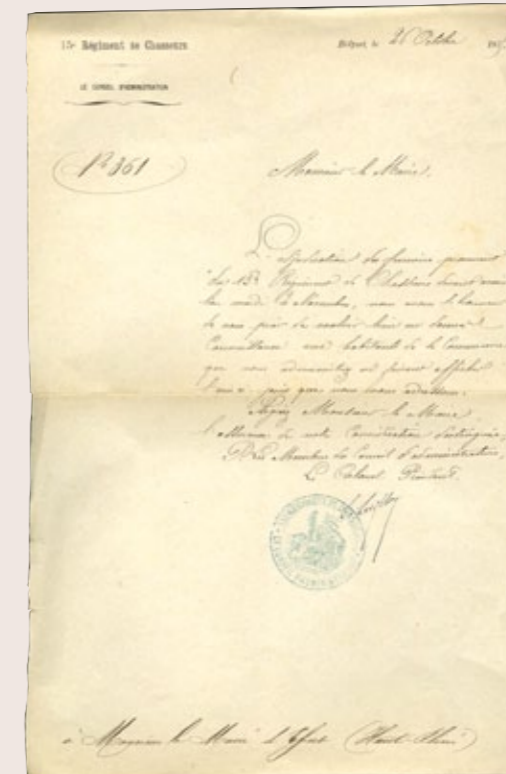
65 | Liste d'ouvriers italiens sur les chantiers Stractman en 1876, ADTB 2 R 9

La construction rapide des forts, lors de la modernisation voulue par le général Séré de Rivières, a elle-aussi un impact économique énorme pour le département. Ces travaux induisent des milliers d'emplois dont bénéficie bien sûr, la population locale, mais que la main-d'œuvre du département est loin de pouvoir satisfaire. Déjà à l'époque des premiers grands travaux de Vauban, des terrassiers étaient venus des régions voisines (Savoie, Suisse) mais aussi de plus loin (Allemagne, Autriche, comme la famille Strolz). Pour les nouveaux travaux de fortification à la fin du XIX^e siècle, des centaines de travailleurs saisonniers venus d'Italie et de Suisse suppléent au manque de bras locaux. Ils repartent à chaque fin de saison puis reviennent pour la plupart d'entre eux, l'année suivante, lorsque les chantiers reprennent. Par exemple, 104 terrassiers italiens viennent en 1896 à Bessoncourt (doc 64). Certains s'installent définitivement et créent même leur propre entreprise de travaux publics. Les entreprises industrielles locales ne sont pas absentes des marchés que lance l'armée et pas uniquement en temps de guerre. La société Stractman a bénéficié de contrats de construction pour 16,5 millions de francs entre 1874 et 1883, dans le cadre de la construction des casernes et forts du département (doc 65).



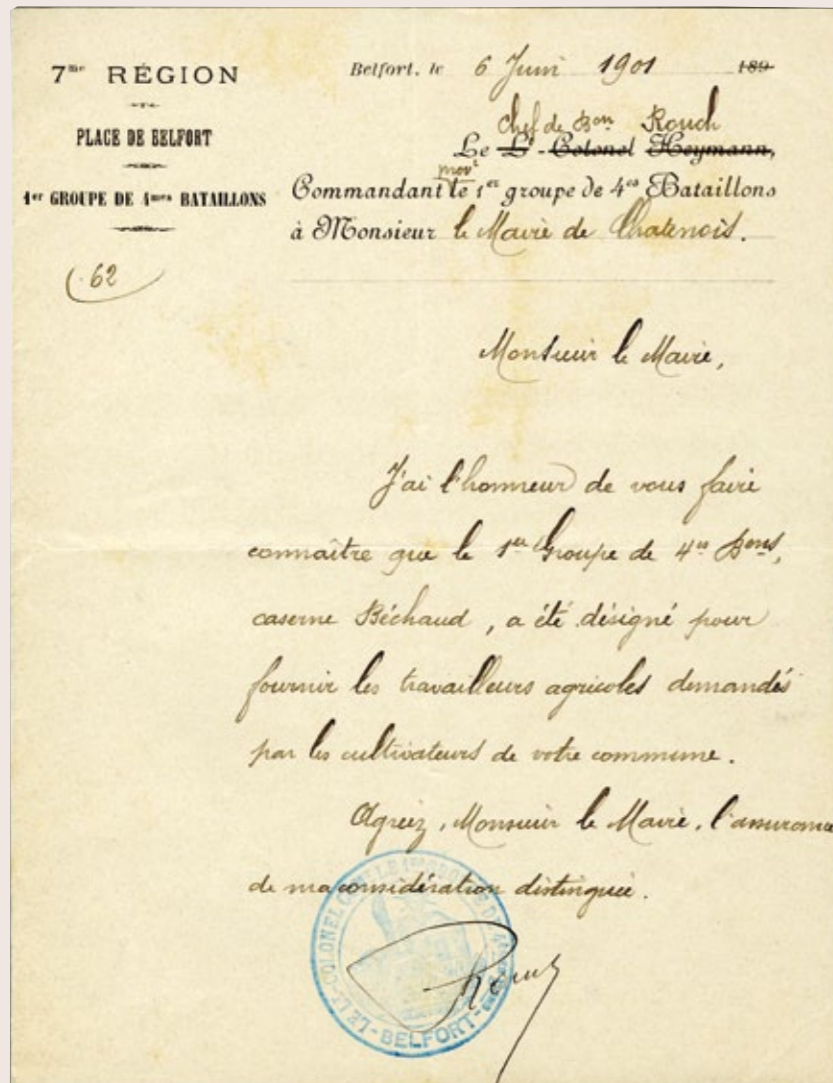
66 | Feuille du recensement agricole de Châtenois-les-forges, ADTB 22 E dépôt 3 F 10

Dans les campagnes l'impact n'est pas négligeable non plus. Les autorités militaires, en prévision d'une guerre possible et d'un siège éventuel, se font communiquer par les communes, le détail des productions annuelles de grains à réquisitionner en cas de besoin (doc 66). De même chaque année, toujours pour les besoins éventuels de réquisitions militaires, les maires sont tenus de faire parvenir aux autorités militaires, la liste des propriétaires de chevaux de trait et de chariots de transport. La mécanisation aidant, ce sont ensuite les voitures automobiles qui sont comptabilisées et même les bicyclettes. Les agriculteurs peuvent aussi profiter de la présence des régiments de cavalerie en achetant le fumier produit par les centaines de chevaux militaires du département (doc 67).



67 | Adjudication du fumier des casernes de Belfort, ADTB 39 E dépôt 2 H 1

Les communes forestières voient leurs coupes de bois mises sous surveillance de l'armée. En effet, dans le système Séré de Rivières, la forêt peut jouer le rôle d'obstacle naturel aux voies d'invasion, il n'est donc pas question de défricher sans autorisation militaire. Au contraire, il est fait obligation de couper les forêts, tant privées que communales, si elles gênent les angles de tirs des forts de la région.



Les manœuvres ne sont pas sans conséquence sur les travaux agricoles, car bien souvent elles débordent des terrains militaires pour s'étendre sur les champs et elles ont lieu fréquemment peu de temps avant les récoltes d'été. Il n'est donc pas rare de voir les autorités militaires prêter des soldats aux agriculteurs, pour accélérer les récoltes et pouvoir ensuite pratiquer les manœuvres sans endommager les productions (doc 68). Elles évitent ainsi le dédommagement des propriétaires pour les dégâts commis dans les champs cultivés.

68 | Prêt d'un soldat pour participer aux récoltes, ADTB 48 E dépôt 2 H 2



69 | Plaque commémorative du lieu de décès du général Mengaud à Belfort.

Une présence dans les esprits

Les monuments liés aux différents conflits marquent les esprits. Un des tout premiers monuments de mémoire est érigé par le baron autrichien Maldiny, pour son père tué à Foussemagne, lors de la campagne de 1815. À la suite de la guerre de 1870-1871, le Souvenir français, nouvellement créé, va marquer les façades de plaques commémoratives sur les lieux de naissance ou de vie des grands militaires français (doc 69). Les rues de nos villes arborent le nom de militaires nés dans le département (doc 70).



70 | Plaque de rue dédiée au commandant Legrand à Belfort.



71 | Annonce de l'inauguration du monument des Trois sièges, ADTB 5 Ph 340

L'espace public est symboliquement marqué par des statues commémoratives : le général Beuret à Larivière, le général Schérer à Delle, l'abbé Miclo à Grosmagny, Jeanne d'Arc au sommet du Ballon d'Alsace, la statue « Quand même », le Lion et le monument des Trois sièges à Belfort (doc 71). Des cimetières (Pérouse, Delle) voient s'ériger entre 1872 et 1880 des monuments aux morts pour les enfants du village décédés lors du conflit avec la Prusse. Ces monuments encore peu nombreux, se multiplient après la Grande guerre et sont cette fois installés sur la place publique. Les deux guerres du XX^e siècle donnent à leur tour naissance à de nouveaux monuments commémoratifs : le caporal Peugeot à Joncherey (doc 72), l'aviateur Pégoud à Petitcroix, les ambulancières à Réchésy.



72 | Le monument Peugeot à Joncherey, ADTB 7 Fi 2060



73 | Salve de canon au château, ADTB 7 Fi 1276



74 | La gare pavoisée pour accueillir les Alsaciens, ADTB 7 Fi 1352

Le 14 juillet à Belfort

Le 14 juillet, fête nationale instituée en 1880, fait partie de ces grands moments symboliques qui ont réuni et réunissent encore la Nation autour de son armée. Belfort, si proche de la nouvelle frontière avec l'Allemagne, tient une place de choix dans les esprits quand il s'agit de fêter la République et ses forces armées. Très rapidement le 14 juillet devient le moment du rassemblement des Belfortains autour de leurs régiments mais aussi de tous les Alsaciens qui, en venant à la revue ce jour-là, veulent manifester leur attachement à la mère patrie.

Les manifestations commencent le 12 juillet avec l'ouverture de la fête foraine, à l'emplacement de l'actuel square du souvenir, puis par un concert nocturne de la musique du 42^e régiment d'infanterie, au kiosque de la place d'armes. Le 13 juillet, la municipalité distribue un secours aux indigents à 15h et organise une grande retraite aux flambeaux avec les musiques civiles et militaires, depuis le faubourg des Vosges jusqu'à la place d'armes.

Le 14, la ville est réveillée au son des fanfares dès 5h30 et si cela n'a pas suffi, à 8h ce sont les canons de la citadelle qui tirent une salve d'honneur (doc 73). Toute la ville a été pavoisée, les premiers trains spéciaux arrivent en gare depuis l'Alsace (doc 74). À 9h la revue

débuta au champ de Mars envahi par une foule de plus de 40 000 personnes (doc 75). Les spectateurs les plus enthousiastes sont montés sur le toit des voitures. Le général Thévenet, gouverneur de la place, passe en revue les 12 000 hommes de troupe (doc 76) : les pompiers, le 9^e régiment d'artillerie, la 28^e section du génie, les 35^e, 42^e, 171^e et 172^e régiment d'infanterie et le 11^e régiment de dragons. La parade est superbe, avec en final, une charge de cavalerie et l'atterrissage des avions (doc 77 et 78). Le plus imposant de ces moments est sans doute le 14 juillet 1914. Depuis une dizaine d'année la tension entre la France et l'Allemagne est à son comble autour de la question du Maroc. L'attentat qui a coûté la vie au prince héritier austro-hongrois et à son épouse, le 28 juin à Sarajevo, fait monter cette tension internationale d'un cran. L'empire austro-hongrois menace la Serbie, alliée de la France.

La revue de la fête nationale de 1914 prend donc des allures de dernière répétition générale avant un probable conflit. 20 800 visiteurs Alsaciens sont arrivés en gare de Belfort ; même Hansi, le célèbre dessinateur, est présent.



75 | La foule à la revue, ADTB 16 Fi 425



76 | La revue des troupes, ADTB 16 Fi 428



77 | Les autorités locales au retour de la revue du 14 juillet, ADTB 16 Fi 429



78 | Le 11^e régiment de dragons, ADTB 16 Fi 430

L'antimilitarisme

Si le patriotisme et l'esprit militaire ont imprégné les esprits dans le Territoire de Belfort, son opposé, l'antimilitarisme, prend place peu à peu dans l'espace public du département. Les menées antimilitaristes sont étroitement surveillées depuis le début du XX^e siècle. En 1913, la loi portant le service militaire à trois ans est la cause de plusieurs incidents à Belfort. Des textes tronqués contre l'armée sont utilisés pour révoquer l'instituteur L.O. Frossard, fondateur de la section socialiste du Territoire. Mais l'incident le plus grave a lieu le 19 mai 1913 : des soldats d'une compagnie du 35^e régiment d'infanterie entonnent l'*Internationale* en rentrant à la caserne du Vallon, pour protester contre le prolongement de leur service militaire (doc 79).

35^e Régiment d'Infanterie.
Etat nominatif des militaires mis en prison pour avoir pris part à la manifestation du 19 mai 1913, et qui ont déjà été interrogés :

N ^o	Nom	Grade	Profession	Résidence	Remarques faites par le 35 ^e R.I. sur la moralité et la fréquentation des militaires "incriminés"
4 ^e	Lurin	Soldat 1 ^{er}	Blanchisseur en fer	Paris 19 rue Tondary	Est pauvre - n'a pas d'argent - habite dans une chambre avec autres de la rue Tondary - n'est pas pauvre - n'est pas avec les autres qui sont, pour certains.
1 ^{er}	Blanquet	d.	Commis en fabrique	Orléans	N'a pas de mauvaises fréquentations - n'aime tenir du 35 ^e R.I. - n'a de 24 depuis son entrée.
8 ^e	Charignon	d.	Mouleur	Lyon	Substitut judiciaire pour sécherie et jadis - n'a pas d'argent - n'est pas avec les autres.
1 ^{er}	Pamian	d.	Mouleur	Lyon	Seul militaire.
10 ^e	Loy	d.	Mouleur	St-Maur	Fréquent la salle ville.
11 ^e	Argout	d.	Domestique	Lyon - après l'arrivée	Attentif et discipliné - Fréquent la salle ville.
11 ^e	Riquit	d.	Barreau de Librairie	Paris 75 rue de la Harpe	est socialiste.
12 ^e	Cochet	d.	Employé de commerce	Lyon dans l'arrondissement 35	Est pauvre - n'a pas de mauvaises fréquentations.

BELFORT, le 20 mai 1913.
Le Colonel de MAC MAHON, Com^{te} le 35^e Rég^{iment} d'Inf.

Y a-t-il beaucoup de militaires qui ont pris part à la manifestation du 19 mai 1913 ?
Il n'y a pas de militaires qui ont pris part à la manifestation du 19 mai 1913.
Il n'y a pas de militaires qui ont pris part à la manifestation du 19 mai 1913.

20-5-13

79 | Liste des mutins du 19 mai 1913, ADTB 1 M 182



80 | Le dérasement des fortifications, ADTB 16 F1 118

Un retrait progressif du Territoire

Le premier repli de l'emprise militaire commence à la fin du XIX^e siècle, sous la pression de la ville de Belfort qui mène un long combat pour détruire son corset de remparts. Elle obtient satisfaction avec le dérasement de la porte de France en 1892 puis la destruction complète de la muraille entre les tours 41 et 46 en 1897 (doc 80).



81 | L'ancienne caserne Vauban, siège du Conseil général, ADTB 1552 W 4

Après la Première guerre mondiale, on assiste dans le Territoire de Belfort, comme ailleurs en France, à un redéploiement des garnisons. Ce mouvement s'explique en partie par le fait que désormais, la frontière avec l'Allemagne est rétablie sur le Rhin. Ainsi des régiments, jusque-là stationnés dans le Territoire de Belfort et dans les départements limitrophes, vont-ils s'installer en Alsace dans les anciennes casernes allemandes. En 1919 cette migration induit l'abandon des casernes d'Offemont et de Danjoutin, pourtant les dernières construites. Leur réaffectation se fait assez rapidement puisque dès les années 1920, des travailleurs étrangers embauchés par la S.A.C.M. y sont logés dans des conditions précaires. Après la Seconde guerre mondiale, le même phénomène s'opère et de façon d'autant plus importante que désormais, c'est en Allemagne même que va être positionnée une partie des régiments français. De nouvelles casernes sont déclassées et réaménagées. Le quartier Vauban devient dès 1947, la cité administrative qui héberge les services de l'État puis le Conseil général du Territoire de Belfort (doc 81). La caserne Béchaud est démolie et le terrain cédé à la ville, fait l'objet d'un aménagement de logements par l'office public d'H.L.M.

Les forts périphériques n'ont plus aucune utilité défensive ; eux-aussi sont peu à peu cédés par les autorités militaires. Des communes (Bessoncourt, Meroux, Belfort, Giromagny, Vézelois, Banvillars, Danjoutin) s'en portent acquéreur. Certains sont confiés à des associations qui en assurent la sauvegarde. D'autres (Roppe, Chèvremont, Bois d'Oye, Fougerais, Hautes Perches) sont conservés par l'armée pour en faire des lieux d'entraînement et de manœuvres. Un seul est modernisé au cours des années 1950, celui du Salbert avec un nouveau bâtiment souterrain construit pour l'OTAN, mais bientôt abandonné à son tour.



82 | Les anciens bâtiments des subsistances accueillant la faculté des sciences, ADTB 1552 W 785

Au cœur de la ville même, l'armée se replie, laissant vacantes les casernes Brisach, Hatry, Bougenel et Gérard. Les trois dernières sont rasées. À la place de Bougenel et Gérard, un nouveau quartier commercial et résidentiel voit le jour. Il rend hommage aux régiments comtois en portant le nom de 4 as. L'hôpital militaire est fermé à son tour, puis ce sont les établissements du matériel (ancien parc à ballons) qui sont cédés à la ville pour y réaliser un grand projet d'urbanisme et d'habitat (doc 82).

L'armée aujourd'hui

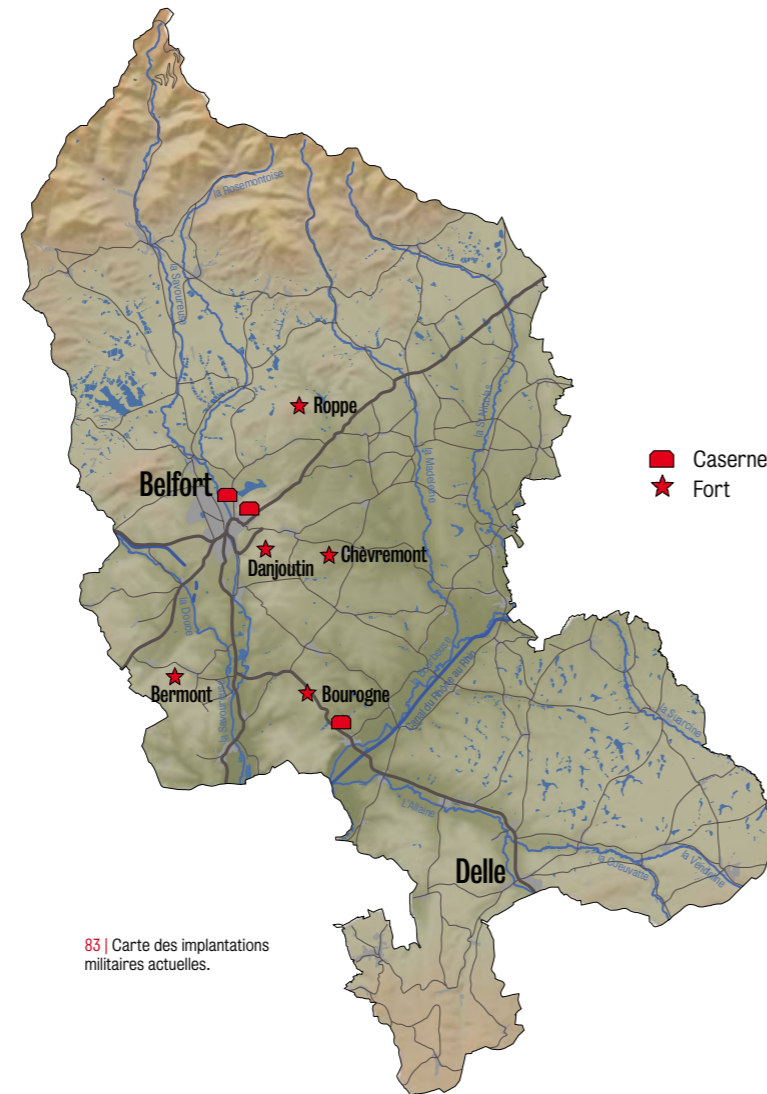
Mais l'armée n'a pas complètement quitté le Territoire (doc 83). Pour mieux héberger le 35^e régiment d'infanterie, la caserne Rethenans (rebaptisée de Maud'huy) est entièrement modernisée (doc 84). Une nouvelle caserne est créée pour l'artillerie à Bourogne, près du fort des Fougerais (doc 85). Actuellement deux régiments sont toujours présents : le 35^e régiment d'infanterie avec 1350 hommes et femmes et le 1^{er} régiment d'artillerie avec 952 artilleurs. Du fait de la professionnalisation, ils apportent une population importante propice à l'activité économique et commerciale du Territoire de Belfort.



84 | La caserne de Maud'huy reconstruite en 1990, ADTB 1552 W 159



85 | La caserne à Bourogne, Photographie 1^{er} RA



83 | Carte des implantations militaires actuelles.

Des officiers remarquables

De nombreux officiers ont une destinée étroitement liée au Territoire de Belfort. Leur liste ne saurait être exhaustive et leur tracé biographique n'est que fragmentaire, mais tous les hommes qui figurent ici, ont marqué l'Histoire par leur courage, leur bravoure, leur hardiesse ou leur ingéniosité.

Béchaud Jean-Pierre, général et baron d'Empire. (Doc 1)
Belfort 1770-Orthez 1814.

Accompagne le général Schérer en Italie puis Bonaparte lors du coup d'état du 18 brumaire. Est tué à Orthez en combattant les troupes anglo-portugaises de Wellington.

Baratier Augustin, général de brigade.
Belfort 1864-Reims 1917.

Géographe, il trace la 1^{re} carte du Haut-Oubangui. Il est un des premiers à entrer dans Mulhouse en août 1914.

de Bellonet Adolphe, général et député.
Bethune 1789-Paris 1851.

Officier du Génie, perfectionne les défenses de Belfort et du château. Élu député de l'arrondissement de Belfort, il est à l'origine de l'arrivée du chemin de fer dans la ville. Peintre reconnu dont le musée de Belfort possède quelques œuvres.



Beuret Georges, général de brigade. (Doc 2)

Larivière 1800–Montebello 1859.

Se distingue lors des campagnes d’Espagne, de Morée, de Kabylie, de Crimée et au siège de Sébastopol. Tué à la tête de ses troupes à Montebello en 1859. Repose au cimetière de Larivière.

Bourelly Jules, général de brigade.

Belfort 1835–Saint Germain en Laye 1921.

S’illustre à Metz et fait prisonnier à Sedan en 1870. Participe ensuite à la répression de la Commune. Attaché militaire à Stockolm, il termine sa carrière comme directeur de l’école militaire de Saint-Cyr.

Bouverot Jules, lieutenant.

Fêche–l’Église 1865–Dongoi (Mali) 1894.

Fait partie du corps expéditionnaire français au Soudan et meurt massacré par les touaregs près de Tombouctou. Membre fondateur de l’association des élèves du lycée de Belfort. Un monument à sa mémoire est érigé au cimetière de Fêche-l’Église.

Boyer Pierre, général de division.

Belfort 1772–Lardy 1851.

Participe aux grandes batailles napoléoniennes. Rappelé par Louis Philippe, il pacifie l’Orléanais. Grand officier de la Légion d’honneur, chevalier de Saint-Louis et de la Couronne de fer. Son nom est inscrit sur l’Arc de triomphe à Paris.

Boyer Jean-Baptiste, général de brigade.

Belfort 1775–Leipzig 1813.

Frère du précédent, blessé sous les yeux de Bonaparte à Arcole, reçoit la Légion d’honneur à Austerlitz, participe à la désastreuse campagne de Russie au sein de la Grande armée et meurt lors d’une charge à Leipzig. Officier de la Légion d’honneur, chevalier du mérite militaire de Bavière. Son nom est inscrit sur l’Arc de triomphe à Paris.

Chauchard Auguste, général de division.

Belfort 1801–Paris 1880.

Se distingue à Solferino, Magenta et Palestro lors de la campagne d’Italie. Polytechnicien il devient Inspecteur général du génie. Il termine sa carrière comme chevalier d’honneur de la princesse Mathilde.

Courtot Pierre-Antoine, général de division.

Châtenois 1760–Strasbourg 1829.

Participe notamment au siège de Mayence avec l’Armée du Rhin et Moselle en 1795. Considéré comme un complice de Pichegru et du prince de Condé, il est un temps emprisonné puis remis en liberté, faute de preuves.

Denfert-Rochereau Aristide, colonel et député. (Doc 3)

Saint-Maixent 1823–Versailles 1878.

Nommé chef des travaux de fortifications de Belfort en 1863, il met en chantier les forts des Barres et des Perches. Commandant supérieur de la place de Belfort avec le grade de colonel, il permet à Belfort de résister aux troupes prussiennes durant 103 jours de siège. Élu à l’Assemblée nationale, il siège sur les bancs de la gauche républicaine. En 1873 il réclame le droit de vote et la liberté d’expression pour les militaires. Commandeur de la Légion d’honneur.

Dezert Jean-Baptiste, général de brigade.

Giromagny 1740–Metz 1808.

À 6 ans, il est lieutenant d’artillerie de la milice d’Alsace ! Se distingue à Jemmapes aux côtés de Dumouriez. Directeur des fortifications d’Alsace, il devient l’un des premiers chevaliers de l’ordre de la Légion d’honneur.

Dubail Augustin, général d’Armée. (Doc 4)

Belfort 1851–Paris 1934.

Prend en 1908 à Belfort, le commandement de la 14^e division militaire et devient ensuite chef d’état-major général des armées. Placé à la tête de la 1^{re} armée en 1914, il est promu commandant en chef des armées de l’est en 1915. En 1916, devient gouverneur militaire et commandant des armées de Paris. Grand chancelier de la Légion d’honneur, il est à l’origine du musée du même nom.

Engel Pierre, enseigne de vaisseau.

Bâle 1880–Calais 1910.

Commandant en second du sous-marin Le Pluviose qui coule au large de Calais en 1910. Il est inhumé au cimetière de Bavilliers.



2



3



4



5

Ferrier du Châtelet Pierre-Joseph, général et maréchal de camp.

Bavilliers 1739–Luxeuil 1828.

Chargé d'étudier la possibilité d'invasion du royaume de France par la Suisse, devient maréchal de camp en 1788. Il a son heure de gloire à Belfort en 1792 lors de l'expédition française sur le pays de Porrentruy. Membre de la société des Jacobins de Belfort.

Foltz Louis, général de brigade.

Belfort 1801–Paris 1855.

Participe à l'expédition d'Espagne en 1823, à la campagne de Morée et à l'expédition en Algérie en 1830. En 1851 tient garnison à Rome. Promu général, il meurt du choléra à Paris alors qu'il effectue sa visite officielle à l'empereur. Officier de la Légion d'honneur.

Gaulard Louis, général de brigade.

Belfort 1811–Paris 1880.

Cité en 1843 à l'ordre de l'armée d'Afrique. Devient commandant de la 2^e légion de gendarmerie à Nantes en 1861, puis nommé à Besançon en 1865. Après la chute de Napoléon III, est promu général et commande l'armée de la Loire. Commandeur de la Légion d'honneur.

Haxo François, lieutenant général, inspecteur général des fortifications, pair de France. (Doc 5)

Lunéville 1774–Paris 1838.

Polytechnicien et officier du génie, il est chargé de rénover et de réparer les places frontières, dont Belfort. Procède au renforcement des défenses du château et à l'extension du périmètre défensif de la place. Fortifie ainsi la Justice, la Miotte et construit un arsenal au sud de la ville. Le mur d'enceinte des faubourgs et le fort des Barres, construits plus tard, étaient ses projets. Considéré comme le deuxième créateur de la place de Belfort, après Vauban. Grand-croix de la Légion d'honneur.

Hengy Edouard, capitaine, maire de Valdoie, conseiller général. Belfort 1888–Belfort 1961.

Participe à la prise de Mulhouse-Dornach en août 1914. Lieutenant, il reçoit le 7 novembre 1918, sur la route de La Capelle, les plénipotentiaires allemands venus signer l'armistice dans la clairière de Rethondes. Maire de Valdoie de 1919 à 1925 et conseiller général en 1922. Mobilisé en 1939, il est capitaine d'une compagnie chargée de la défense des ponts et viaducs de Dannemarie.

Jeantet Camille, général de brigade.

Lachapelle-sous-Rougemont 1839–Alençon 1895.

Saint-Cyrien, il est affecté dans les chasseurs d'Afrique et combat en Algérie puis au Mexique. Devient général de brigade en 1891. Meurt en 1895 des séquelles des fièvres contractées lors de ses campagnes.

Officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre mexicain de Notre-Dame de Guadalupe.

Kléber Jean-Baptiste, général de division et architecte.

Strasbourg 1753–Le Caire 1800.

Inspecteur des bâtiments publics et communaux à Belfort en 1784, il est à l'origine des reconstructions des églises de Chèvremont (1787), de Larivière (1789), de Suarce et de l'édification du château de Grandvillars (1789). Convaincu par les idées de la Révolution, il quitte Belfort en 1792 et s'engage dans les armées révolutionnaires. Commandant en chef de l'armée d'Egypte, il meurt assassiné au Caire en 1800.

de La Laurencie Philippe, colonel d'artillerie.

Angoulême 1843–Broût-Vernet 1921.

Collaborateur direct de Denfert-Rochereau durant le siège de Belfort en 1870-1871. Grièvement blessé aux jambes, il continue néanmoins à diriger le tir des batteries du château jusqu'à la fin du siège. Promu colonel en 1898. Cité à l'ordre de la place de Belfort en 1871.

Chevalier de la Couronne d'Italie, commandeur de la Légion d'honneur.

Lapostolest Noël, capitaine-adjutant-major.

Belfort 1785–Belfort 1847.

Participe aux grandes batailles napoléoniennes. À Belfort durant les 100 jours, il devient capitaine d'une compagnie de voltigeurs mobilisés. En 1830, capitaine adjudant-major de la compagnie d'infanterie de la garde nationale de Valdoie. Chevalier de la Légion d'honneur.

La Suze, Louis de Champagne, maréchal de camp, comte de Belfort.

v. 1576–Montbéliard 1636.

Nommé gouverneur de Montbéliard par Richelieu en 1635, il s'empare de Belfort le 28 juin 1636, au nom du Roi de France. Meurt trois mois plus tard à Montbéliard.

La Suze, Gaspard de Champagne, capitaine de cavalerie, comte de Belfort.

Paris 1617–La Suze 1694.

Comte de Belfort à la suite de son père, artisan de la reconstruction de la ville après la guerre de Trente ans. Il garantit la paix à la ville et effectue des travaux au château où il réside. Il aménage notamment le grand fossé dit Grand couronné du comte de la Suze. Ayant pris le parti de la Fronde il est assiégé dans Belfort par le comte de Civry puis par le comte d'Harcourt. Il doit capituler devant les 4000 hommes du maréchal de La Ferté, en décembre 1653. Ses terres sont remises à la famille Mazarin en 1659.

Lecourbe Claude, général de brigade. (Doc 6)

Besançon 1759–Belfort 1815.

Arrive à Belfort le 30 avril 1815. À la tête de 9000 hommes, il lutte contre 40 000 Autrichiens et parvient à faire signer à l'ennemi fatigué, l'armistice de Bavilliers, évitant ainsi les bombardements et la famine à la ville. Souffrant, il meurt après avoir accompagné le tsar Alexandre 1^{er} dans sa traversée de Belfort. Son nom est inscrit sur l'Arc de triomphe à Paris.

Lefèvre Louis, maréchal de camp et baron d'Empire.

Besançon 1769–Belfort 1839.

Grièvement blessé à Hanau, il reçoit le titre de baron d'Empire. Officier de la Légion d'honneur et chevalier de l'ordre de Saint-Louis. Il est enterré au cimetière de Brasse, sa fille ayant épousé le général Roussel.

Legrand Jean, commandant, maire de Belfort.

Punchy 1759–Belfort 1824.

Nommé adjudant de la ville de Belfort puis commandant et chef de bataillon en 1799. Conseiller municipal de la ville de 1803 à 1817. Défend victorieusement Belfort bloquée par les coalisés en 1814. Installé maire de la ville par le préfet du Haut-Rhin en 1817, il le restera jusqu'à sa mort en 1824. Chevalier de la Légion d'honneur et de l'ordre royal militaire de Saint-Louis.

Marchal Charles, général de brigade.

Etueffont-Haut 1889–Etueffont 1979.

Capitaine d'Artillerie à la fin de la Première guerre mondiale, devient général de brigade en 1942. Officier de la Légion d'honneur, Croix de guerre 1939-1945 avec 6 citations.

Marcon Raymond, commandant d'armes de Belfort.

Villeneuve-d'Agén v.1741–Belfort 1819.

Aubergiste à Belfort, s'implique dans la Révolution et devient lieutenant-colonel de la garde nationale de la ville en 1790. Conduit l'expédition menée par les Belfortains contre Montbéliard en 1792. La municipalité de Belfort le nomme commandant d'armes de 1793 à 1795.

Mengaud Antoine-Xavier, général de division, sous-préfet, baron de l'Empire

Belfort 1752–Belfort 1830.

Capitaine des chasseurs volontaires à cheval puis colonel de la garde nationale de la ville, il joue un grand rôle dans la Révolution à Belfort. Devient conseiller municipal en 1801 puis sous-préfet de Belfort en 1805. Napoléon le fait baron de l'Empire en 1811. Seconde le commandant Legrand lors du siège de 1814 et devient l'un des chefs de file du mouvement libéral à Belfort. À nouveau conseiller municipal en 1830.



de Négrier François Oscar, général d'armée. (Doc 7)

Belfort 1830–large de la Norvège 1913.

Reçoit le commandement de la 1^{re} division d'infanterie à Belfort en 1886 et du 7^e corps d'armée à Besançon en 1889. Antidreyfusard affirmé, il est mis en disponibilité en 1899. Meurt au cours d'une croisière au large de la Norvège. Grand-croix de la Légion d'honneur.

Neuhauser Jean, général de brigade.

Essert 1897–Belfort 1978.

Lieutenant durant la Première guerre mondiale, il devient attaché militaire à Bucarest en 1939. Ayant rejoint la France libre, il est sous-chef d'état-major de la 1^{re} DFL à Tobrouk et devient général de brigade en 1947. Commandeur de la Légion d'honneur, Croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945, TOE, médaille de la Résistance.

Parant André, lieutenant-colonel, gouverneur du Gabon.

Belfort 1897–Yaoundé 1941.

Lieutenant durant la Première guerre mondiale. Présenté au général De Gaulle en juillet 1940, il est promu chef de bataillon au Gabon qu'il parvient à rallier à la cause de la France libre. Devient lieutenant-colonel puis gouverneur du Gabon. Meurt des suites d'un accident d'avion en 1941. Promu Compagnon de la Libération à titre posthume.

Peugeot Jules André, caporal.

Etupes 1893–Joncherey 1914.

Caporal au 44^e RI de Montbéliard, il est tué par une patrouille allemande le 2 août 1914 à Joncherey. Il est la première victime française de la guerre 1914-1918, avant même que celle-ci soit déclarée.

Pinot Edouard, colonel d'aviation.

Belfort 1891–Strasbourg 1984.

Aviateur à l'escadrille « Blériot-les cigognes » de Belfort en 1914, il forme ensuite les pilotes Outre-Manche durant la Seconde guerre mondiale. Commandeur de la Légion d'honneur, Compagnon de Libération, Médaille militaire, Croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945, Croix de l'Air Force Cross.

Plubeau Camille, commandant d'aviation.

Auxelles-Haut 1910–Girromagny 1998.

As de la campagne 1939-1940 avec 18 victoires à son actif, il est le pilote français le plus célèbre du moment. Effectue ensuite de nombreuses missions de protection des convois alliés en Afrique du Nord. Officier de la Légion d'honneur.

Pourchot Gaston, colonel. (Doc 8)

Valentigney 1898–Belfort 1990.

Chef des services secrets à Belfort avant la seconde guerre mondiale. Renseigne ensuite les services secrets américains depuis l'ambassade de Berne avant de rejoindre la 1^{re} Armée française du général de Lattre. Commandeur de la Légion d'honneur, Croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945, titulaire de la Légion du Mérite américain et de plusieurs distinctions étrangères.

Raindre Jean-Baptiste, général, maréchal de camp.

Lachapelle-sous-Rougemont 1779–Béziers 1858.

Rejoint le régiment de son père à l'âge de 12 ans et participe aux grandes batailles napoléoniennes. « Je le ferai colonel » dit Napoléon. Nommé directeur de l'Artillerie à Nantes sous Louis XVIII, il se voit confier la garde de la duchesse de Berry après la révolution de 1830. Grand officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre de Saint-Ferdinand d'Espagne.

Roussel Pierre, général d'Empire, maréchal de camp.

Belfort 1782–Belfort 1851.

Participe aux grandes batailles napoléoniennes et se retire à Belfort à la Restauration. Participe à la prise d'Alger en 1830 et devient maréchal de camp en 1834. Se retire à nouveau à Belfort en 1848, après 50 ans de service et 22 campagnes, mais demeure colonel de la garde nationale de la ville. Commandeur de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre de Saint-Louis et de Saint-Ferdinand d'Espagne.



7



8



10

Schérer Barthélémy Louis Joseph, général de division, ministre de la guerre. (Doc 10)

Delle 1747–Commenchon 1804.

Se distingue à Valmy aux côtés de Kellermann puis à Landau où il passe général de brigade puis général de division en 1794. Commande l'armée des Pyrénées orientales contre les Espagnols et remplace Kellermann à la tête de l'armée d'Italie en 1795. En 1797, le Directoire le nomme ministre de la guerre. Meurt dans l'anonymat en 1804.

Sellier Pierre, caporal, adjudant. (Doc 9)

Beaucourt 1892–Beaucourt 1949.

Affecté au 171^e RI de Belfort, il est blessé cinq fois et cité trois fois à l'ordre du régiment et de la division lors de la guerre 1914-1918. Caporal-clairon, il a le grand honneur de sonner le cessez-le-feu le 7 novembre 1918. Résistant puis engagé dans les troupes d'infanterie algérienne lors de la Seconde guerre mondiale, il devient adjudant. Chevalier de la Légion d'honneur, Médaille militaire, Croix de guerre, médaille interalliée.

Séré de Rivières Raymond, général de division.

Albi 1818–Paris 1895.

Polytechnicien et général du génie, il élabore un système de fortification qui porte son nom et qui mène à la construction des forts de Roppe, Bosmont, Salbert, Mont Vaudois, Lachaux et Mont-Bart. Grâce à lui, Belfort devient une des plus grandes places fortes du pays. Grand officier de la Légion d'honneur.

Stolz Jean-Baptiste, général de brigade.

Belfort 1771–Belfort 1841.

Successivement aide de camp des généraux Kléber, Hatry, Moreau, il est nommé colonel par Massena à Veronne. Devenu général de brigade en 1814, il est nommé aide de camp de Joseph Bonaparte. Lieutenant-général lors de la première Restauration, il est nommé inspecteur général de la gendarmerie sous Louis Philippe. Élu député de l'arrondissement de Belfort en 1831, il est réélu en 1834. Louis-Philippe le fait pair de France en 1839. Grand officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre des deux Siciles, grand-croix de l'ordre royal d'Espagne, chevalier de Saint-Louis. Son nom est inscrit sur l'Arc de triomphe à Paris.



9

Thiers Edouard, capitaine.

Saint-Saulze 1843–Levallois-Perret 1890.

Capitaine du génie, il arrive à Belfort en février 1870 et devient l'adjoint de Denfert-Rochereau. Il achève les forts des Barres et de Bellevue et fortifie le côté ouest de la ville. Après la guerre, il rédige le récit du siège avec La Laurencie.

Vauban Sébastien le Prestre, maréchal de France, commissaire général des fortifications.

Saint-Léger-de-Foucherets 1633–Paris 1707.

Ingénieur militaire, il est chargé par Louvois de fortifier Belfort, à partir de 1687. Les travaux durent jusqu'en 1703. Vauban inaugure un nouveau style de défense avec les tours bastionnées. Ses fortifications resteront en l'état jusqu'aux travaux du général Haxo, au XIX^e siècle.



Bibliographie

BARDELLE, Yvette. *Belfort au XVIII^e siècle.*
Thèse de 3^e cycle, Université de Strasbourg, 1978.

BILLEREY, Robert. « La montre d'armes de 1604 ».
Bulletin de la Société belfortaine d'émulation, 2007, n°98.

BISCHOFF, Georges et PAGNOT Yves. *Belfort 1307-2007, sept siècles de courage et de liberté.* Strasbourg : Éditions Coprur, 2007.

BLAISON, Louis. *Une ville de garnison sous la Restauration, le complot militaire de Belfort, 1822.* Paris : Berger-Levrault, 1914.

BOURLIER, Jean. *Vie et mort d'une Place forte, Naissance d'une ville moderne, Belfort.* Mémoire D.E.S.S., 2 T., Université de Metz, s.d..

BURNOUF, Joëlle. *La motte castrale, structure particulière de l'habitat seigneurial dans le paysage rural alsacien au moyen-âge.*
Thèse de doctorat en histoire, Université de Strasbourg, 1978.

CORRET, Auguste. *Histoire pittoresque de Belfort et de ses environs.*
Belfort, 1855.

DALLEMAGNE, François. *Les casernes françaises.*
Paris : Picard Éditeur, 1990.

Dictionnaire biographique du Territoire de Belfort.
Belfort : Société Belfortaine d'Émulation, 2001.

DUFOUR, Pierre. *Tous gaillards...35^e régiment d'infanterie. 1604-2000.*
Panazol : Lavauzelle, 2000.

GIRARDET, Raoul. *La société militaire de 1815 à nos jours.*
Paris : Perrin, 1998

HAAS, Pierre. *Histoire du Territoire de Belfort.*
Montbéliard : Imprimerie Mettez, 1968.

HALTER, Alphonse. *Dictionnaire biographique des Maréchaux et Généraux alsaciens et des Maréchaux et Généraux morts en Alsace de l'Ancien Régime à nos jours.*
Colmar : Éditions d'Alsace, 1994.

HERBELIN, Louis. *Biographies des Anciens Généraux du Territoire de Belfort.* Belfort : Typographie E. Devillers, 1913.

KINTZ, Jean-Pierre (dir.). *Belfort, Forteresse royale, Citadelle républicaine.* Thionville : Gérard Klopp S.A., 1997.

KINTZ, Jean-Pierre (dir.). *Nouveau dictionnaire de biographie alsacienne.* Strasbourg : Fédération des sociétés d'histoire et d'archéologie d'Alsace, 1983-2003.

LARGER, André. *Belfort autrefois, 1871-1914.*
Lyon : Editions Horvath, 1987.

MARCHAL, Sidonie. *La Trouée de Belfort, Forts et militaires.* Saint-Cyr-sur-Loire : Editions Alain Sutton, 2008.

MONNIER, André. 14 juillet d'autrefois. *Horizon Belfort*, juin 1981, n°118, p 29 à 35.

NAEGELEN, René. *Cette vie que j'aime.*
Paris : Éditions Colbert, 1963.

SPITZMULLER, Georges. « La conspiration de Belfort ».
Bulletin de la Société belfortaine d'émulation, 1890-1891, n°10.

SUSS, Maryse et COUSIN, Christophe. *Belfort, ville de garnison à la Belle Époque.* Belfort : CDDP, 1983.

THEVENET, Général. *La place de Belfort et la pénétration dans le sud de l'Alsace en 1914.* Nancy : Berger-Levrault, 1919.

TATU Laurent et TAMBORINI Jean-Christophe. *La Grande Guerre dans le Territoire de Belfort.* Strasbourg : Éditions Coprur, 2005.

Un digne successeur de Vauban, François Nicolas Benoît Haxo (1774-1838).
Belfort : Actes du colloque, Ville de Belfort- Association Vauban, septembre 2001.

Catalogue de l'exposition
« Un Territoire de défense »
organisée par les Archives départementales
du Territoire de Belfort du 10 mai au 11 juin 2010
Sous la direction de **Jean-Christophe Tamborini**



Recherches documentaires
Virginie Chambre
Valérie Hoel
Jean-Christian Pereira
François Sellier
Jean-Christophe Tamborini

Rédaction des textes
Jean-Christian Pereira
François Sellier
Jean-Christophe Tamborini

Numérisation des images
Olivier Billot

Cartographie
David Coddet

Graphisme et scénographie
Atelier Poste 4

Impression
OTT Imprimeurs



Remerciements
M. Eichenlaub
conservateur des Archives
départementales du Haut-Rhin
M^{me} Ouret
M. Brouillard
Le 1^{er} régiment d'artillerie





Archives départementales
du Territoire de Belfort

4 rue de l'Ancien Théâtre
90020 Belfort
Tél. 03 84 90 92 00

Les archives en ligne
www.cg90.fr

partageons
nos passions
dans le
Territoire



Territoire de Belfort
Conseil général

Archives départementales